

Météo

Pluie passagère,
venteux et frais
min 7 / max 9
page S 16

Actualités



Des bagages
pour Haïti
page A 3

Mgr Turcotte
se dit surpris
page A 6

Politique



Ottawa renforce
son éthique
page B 1

Monde



Représailles à
craindre en Bosnie
page B 8

Index

Annonces classées	
- immobilier	B10 et B11
- marchandises	B11 et B12
- emplois	B12
- automobiles	B13 et C13
- propositions d'affaires	C13 et C14
Arts et spectacles	
- informations	B4 à B6
- ciné-horaires	B5 et B6
- télé-horaires	B5
- radio-télévision	B4
Bandes dessinées	B13
Bridge	C13
Décès	C14
Économie	C1 à C12
Éditorial	B2
Êtes-vous observateur?	B10
Feuilleton	B11
Horoscope	B12
Le monde	B8 et C15
Loteries	A15
Mot mystère	B11
Mots croisés	B12 et S10
Opinions	B3
Politique	B1 et B14

Le quartier général de l'armée de terre de St-Hubert menacé

GILLES GAUTHIER
du bureau de La Presse
OTTAWA

Le comité spécial de la Chambre et du Sénat sur la politique de défense a recommandé hier la fermeture du quartier général de l'armée de terre canadienne, qui est installé à Saint-Hubert, sur la Rive-Sud.

Les commandements aérien, qui se trouve à Winnipeg et mari-

time, à Halifax, devraient selon lui subir le même sort. Les responsabilités assumées par ces trois centres de décision, pour suit-on, devraient être transférées au quartier général de la Défense nationale, à Ottawa.

Le comité suggère de remplacer ces trois commandements par une structure fondée sur une répartition géographique et fonctionnelle. Dans chaque région, un officier serait responsable des

armées de terre et de l'air ainsi que de la marine.

On peut se demander ce qu'il restera à Saint-Hubert si le ministre de la Défense, David Collenette, donne suite à la recommandation du comité dans le Livre blanc qu'il entend publier le mois prochain. La fermeture du commandement canadien s'ajouterait à celle du Collège militaire royal de Saint-Jean, également sur la Rive-Sud.

Le comité spécial suggère par ailleurs qu'on diminue du quart (250 millions) les ressources allouées aux avions de combat et qu'on ajoute 3500 soldats à l'armée de terre. On conserverait trois escadrons opérationnels de F-18, soit un de moins, et un escadron d'entraînement.

« Cette recommandation menace directement la base de Bagot-»

VOIR QUARTIER EN A 2

Quand toute la rue s'en mêle...

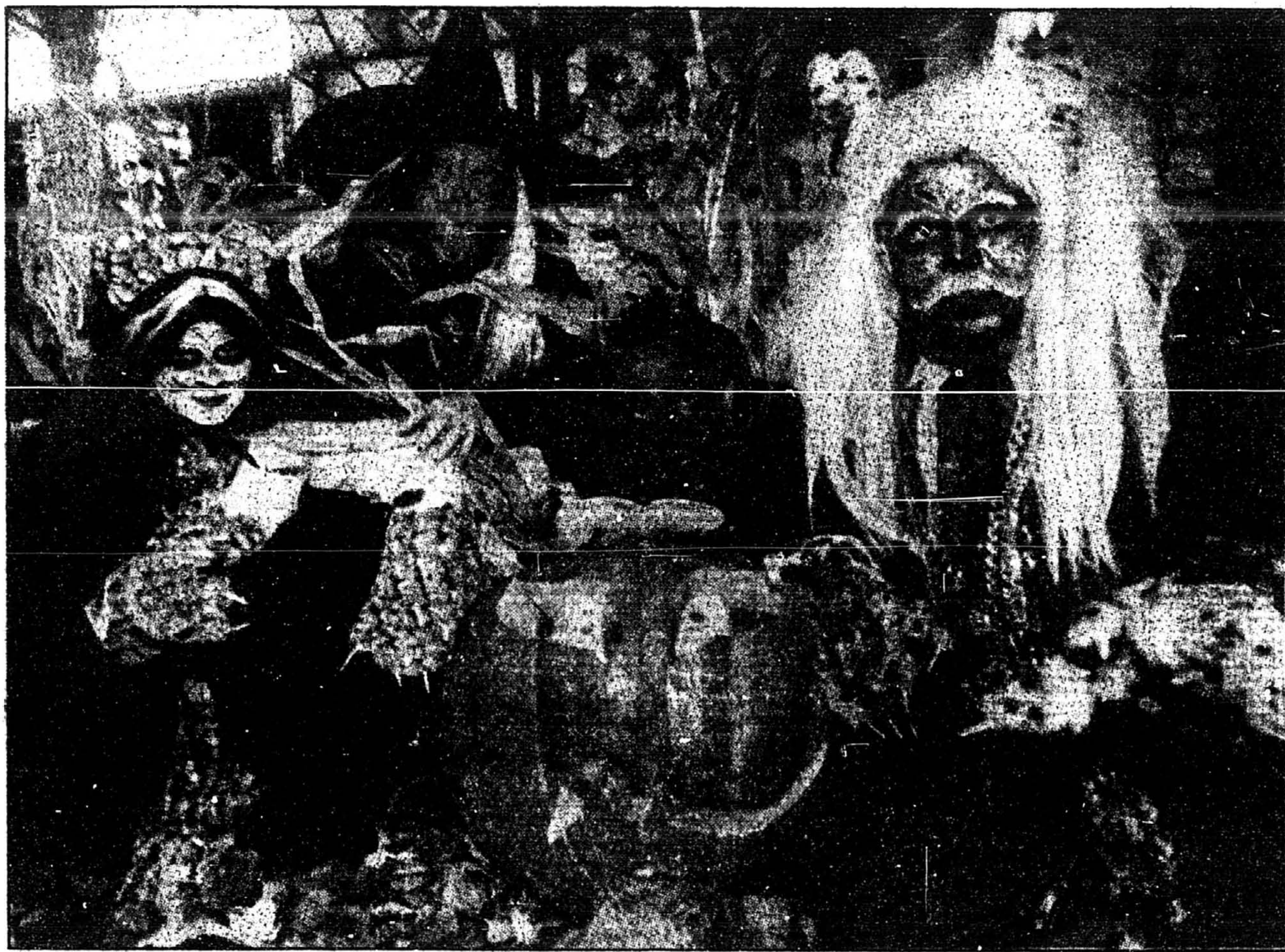


PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse

Une quinzaine de personnages assuraient l'animation dans un immense château construit devant un dépanneur de Saint-Jean. Sur une longueur de 44 pieds et une hauteur de 14, le château abritait quatre pièces enfumées baignant dans une atmosphère musicale inquiétante.

Le mauvais temps n'empêche pas de fêter

YANN PINEAU

On aurait pu s'attendre, hier soir, à voir des sorcières voler dans le ciel, à cheval sur leur balai, ou des fantômes s'amuser à faire peur aux bonnes gens. Mais, la pluie aidant, les fantômes se sont sans doute noyés dans leurs draps et le plafond nuageux, trop bas, a dû coller les sorcières au sol.

Toutefois, pour les enfants qui ont défié les maquillages qui coulent et les pieds trempés par la pluie, de nombreux résidents de Montréal ont su sauver la fête de l'Halloween en hébergeant chez eux sorcières, fantômes et revenants de toutes sortes.

Sur la rue Parthenais, entre la rue Masson et l'avenue Laurier, des esprits pas si maléfiques sont même parvenus à faire bloquer la

rue par un camion de pompiers afin d'attirer jeunes et moins jeunes pour leur donner des bonbons.

Grâce aux bons soins d'Edna May Mackenzie, une jeune femme qui a emménagé sur la rue Parthenais un soir d'Halloween, il y a 31 ans, la plupart des maisons se sont métamorphosées pour un soir afin d'accueillir les enfants déguisés dans une atmosphère chargée de mystère.

Entre l'escalier d'Agatha, le laboratoire du Docteur Folle, l'exposition d'épouvantails ou les spectacles de magie, les enfants en venaient presque à perdre de vue leur principal objectif : ramasser assez de friandises pour tenir jusqu'à Noël.

« Il y a quatre ans, la fête était presque morte, raconte Mme Mackenzie. Comme l'organisation de fêtes est mon métier, j'ai pris les choses en main. »

Aux quelques maisons des débuts s'en sont ajoutées de nouvelles chaque année, jusqu'à ce que toute la rue s'en mêle! À l'abri des voitures, c'était l'endroit idéal pour la première halloween de Valeska Flores, un an et demi et de son frère Christian, trois ans, qui traînait derrière lui un respectable butin.

Dans plusieurs maisons, l'animation était assurée par des étudiants en développement communautaire du collège Dawson qui étaient, malgré la fête, évalués ce soir-là par un professeur déguisé... en professeur.

Chloé Fortier-Devina a profité de son jeune âge, un an et deux semaines, pour faire la tournée des maisons hantées perchée sur le dos de son père, Richard, maquillé et arborant une magnifique nez de tissu rouge de forme indéfinissable.

VOIR TEMPS EN A 2

René Lévesque était «né pour être le premier et défendait âprement son os»

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Moins de dix ans après son décès, René Lévesque est déjà un personnage quasi-mythique pour bon nombre de Québécois. Mais le petit homme qui faisait vibrer les foules avec ses images bien senties et son haussement d'épaules candide fut aussi un enfant dur d'oreille mais cruel, un journaliste flamboyant mais égocentrique et... un tombeur impénitent.

Lancé aujourd'hui à Québec, René Lévesque, un enfant du siècle, par Pierre Godin, restera sans doute la biographie définitive du fondateur du Parti québécois. Même si Corinne Côté Lévesque a accepté de participer au

lancement, l'ouvrage est loin des «biographies autorisées», à telle enseigne que quelques proches de Lévesque — une fille qu'il n'a jamais reconnue, notamment — n'ont accepté de collaborer à la recherche qu'à la condition que leur identité soit protégée.

Déjà avec son Daniel Johnson et sa fresque sur la Révolution tranquille, Pierre Godin nous avait habitués à ces portraits très humains de nos mythes politiques, des tableaux où les tics et les petites bassesses ordinaires des hommes ont autant droit de cité que les grands principes et les convictions politiques de nos élus.

Il récidive avec son René Lévesque, qui couvre la face plus cachée de l'ancien premier ministre, de son enfance à New-Carlisle jusqu'à son saut en politique, après une carrière

journalistique qui, on l'oublie souvent, avait duré 18 ans. Un second tome, sur la vie politique de René Lévesque, bouclera le cycle l'an prochain.

Godin, c'est visible, ne prétend pas avoir été imperméable au charisme de Lévesque. Mais il arrive, au terme d'une recherche fouillée, à un portrait sans complaisance. « Il est toujours difficile d'avoir le vrai portrait de ces monstres sacrés, a souligné hier l'auteur lors d'un entretien accordé à La Presse. Si Lévesque n'avait fait que jouer un personnage, les gens s'en seraient rendu compte. La seule façon d'expliquer pourquoi les Québécois aiment tellement ce gars-là, c'est qu'il ne 'fa-kait' pas, ne faisait jamais semblant. Pour moi, il est clair que Lévesque va durer, parce

VOIR LÉVESQUE EN A 2

LES ÉLECTIONS À MONTRÉAL

Yolande
COHEN



Une belle intellectuelle

NATHALIE PETROWSKI

Les armoires sont en pin, le comptoir en granite, les robinets sont italiens et le plancher est en tuile. Nous ne sommes pas dans la cuisine d'André Gagnon à quelques pas du Carré Saint-Louis, mais dans celle fraîchement rénovée de sa voisine, Yolande Cohen, la seule femme à Montréal qui ose s'imaginer dans la chaise du maire au lendemain du 6 novembre.

Du culot ou de l'inconscience? Un peu des deux, répond Yolande Cohen en rigolant, ce qu'elle fait souvent quand les caméras sont éteintes et ne l'obligent plus à se fabriquer une nouvelle personnalité.

Nous sommes à deux semaines et quelques poussières du scrutin final et Yolande — Yoyo pour les intimes — vient de me faire un café comme elle en fait pour tous les journalistes qu'elle invite dans la convivialité de son salon plutôt que dans la poussière du local de son parti, avenue du Parc, coin Léo-Parizeau.

Avec ses yeux verts, son sourire engageant et sa voix fluide, elle est sans contredit la plus jolie des quatre candidats, la plus intellectuelle aussi. Demandez à Jérôme Choquette de vous citer Foucault et il en perdra son latin. Yolande Cohen, en revanche, peut vous résumer la pensée du grand philosophe français en un tour de main.

Sur la question des bibliothèques, par exemple, la belle intellectuelle ne dit pas qu'il faut plus de livres ou plus de locaux. Elle cite le dernier bouquin de Michel Tremblay et le passage où, enfant, l'auteur attendait impatiemment l'ouverture de la bibliothèque de la rue Sherbrooke pour oublier l'ennui de sa condition.

On a des lettres ou on n'en a pas. Yolande Cohen en a. Des tonnes de diplômes aussi. Ferait-elle une bonne mairesse pour autant? C'est une autre histoire.

En attendant, Yolande Cohen est une excellente hôtesse. Le café servi sur un plateau d'argent est savoureux même si celle qui le sert est légèrement dépassée par les événements.

Un drame est arrivé ce matin dans la maison de la rue La-Val. Le télécopieur de Yolande Cohen a rendu l'âme. Chaque fois que le téléphone sonne, Yolande relate ses problèmes à ses interlocuteurs. Elle termine toujours le récit par une question. Est-ce qu'il faut mettre de l'encre?

J'ai envie de lui dire ma chère Yolande comment peux-tu vouloir être maire de Montréal quand t'es même pas foutue de faire fonctionner ton télécopieur. Mais comme je suis une journaliste bien élevée et que Yolande Cohen est une femme parfaitement charmante, je garde mes réflexions pour moi. Et puis qui sait, Jean Doré et Jérôme Choquette n'ont peut-être jamais actionné de télécopieur de leur vie.

Chose certaine, leur café n'est certainement pas aussi bon et leur parcours politique moins académique que le sien.

Car rien au départ ne destinait la candidate de 44 ans,

VOIR BELLE EN A 2

ROYAL

LES TROPHÉES ATLAS

MEILLEURE COMPAGNIE AÉRIENNE SERVICE NOLISÉ

Décerné par l'Association des Agents de Voyages du Québec

L'ENGAGEMENT ROYAL

- Respect de l'horaire de vol
- Service exceptionnel
- Personnel courtois
- Menus gastronomiques
- Vins français sélectionnés
- Fines liqueurs importées

FORT LAUDERDALE

VOLS ALLER/RETOUR

Départ à compter du 1 septembre

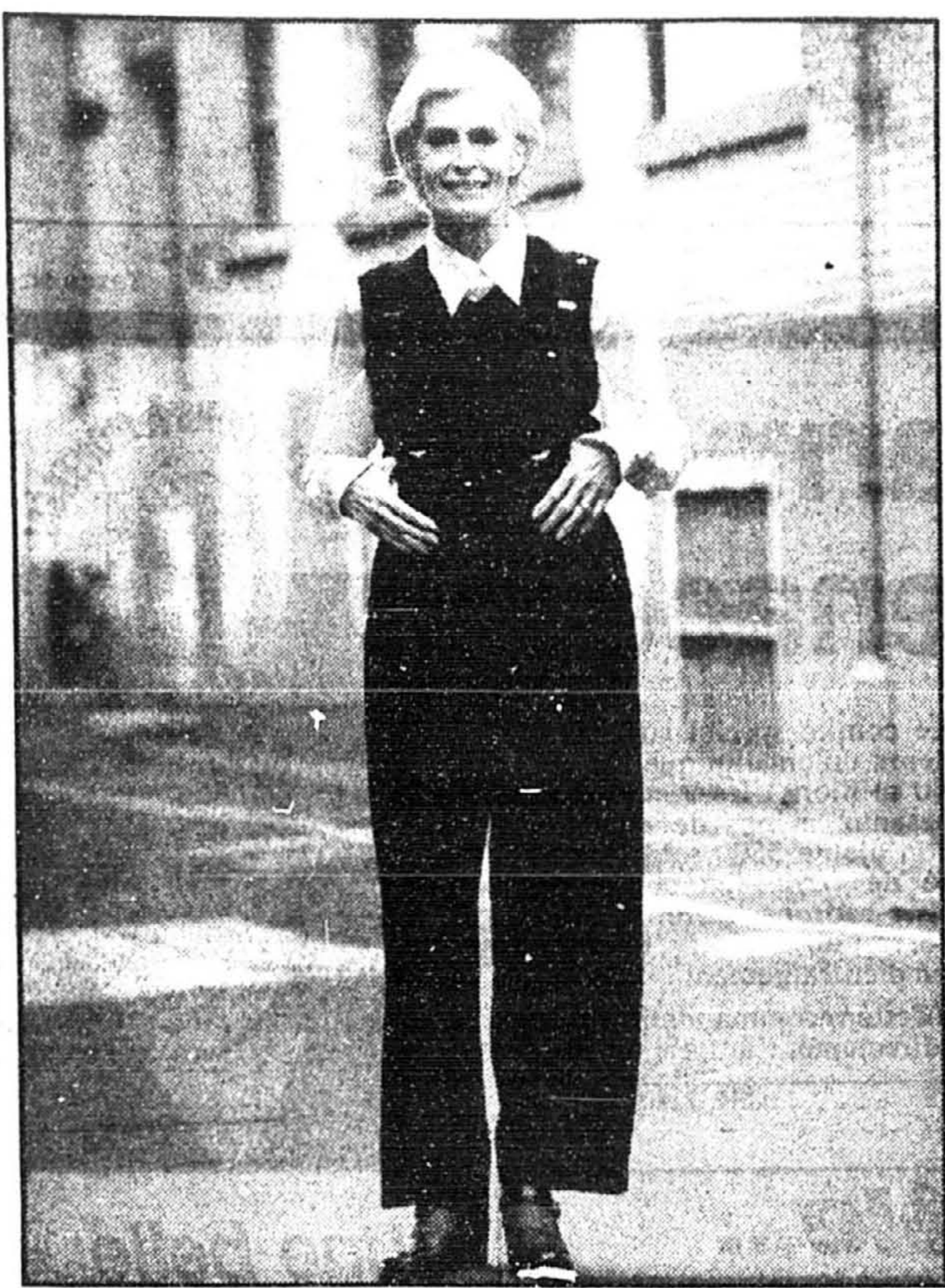
222\$

PLUS 67% DE TAXES

CONSULTEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES

Places limitées selon la disponibilité au moment de la réservation. Les vols de ROYAL sont nolisés, conformément aux dispositions VARRA contenues dans le règlement sur les transports aériés.

Demain dans La Presse



Vivre

La beauté n'a pas d'âge

■ La plupart du temps, le métier de mannequin se termine lorsque sonne la trentaine. On commence sa carrière en pleine adolescence (14, 15 ou 16 ans) et on accroche ses patins une fois adulte... Mais le cas de la rayonnante Isabella Rossellini — porte-parole pour la maison Lancôme durant plusieurs années —, qui a débuté vers 35 ans, ne pourrait peut-être plus faire figure d'exception dans cet univers de la beauté qui voue un véritable culte à la jeunesse. Dans la cahier Vivre de demain, Viviane Roy s'est intéressée à la nouvelle génération de mannequins en vogue, les 30-60 ans.

Collectes de sang

■ Aujourd'hui, la Croix-Rouge attend les donneurs aux endroits suivants:

● à Montréal: Centre des donneurs de sang, centre commercial Maisonneuve, 2991, Sherbrooke Est (métro Préfontaine), de 9h à 20h;

● à Montréal: Cégep Ahuntsic, agora, 9155, rue Saint-Hubert, de 10h à 16h. Objectif: 225 donneurs;

● à Drummondville: organi-

sée par l'Association de bienfaisance des policiers municipaux de Drummondville et les Chevaliers de Colomb, conseil 2174 et le 4e Degré, manège militaire, 250, Saint-Louis, de 14h à 17h et de 18h30 à 20h30. Objectif: 350 donneurs;

● à La Plaine: parrainée par les Chevaliers de Colomb, salle l'Unité, 5333, boul. Laurier, de 14h30 à 20h. Objectif: 200 donneurs

Insolite

Une religieuse se réveille lors de ses propres funérailles

Agence France-Presse
BANGKOK

■ Une religieuse bouddhiste de 71 ans a semé la panique parmi les moines venus l'accompagner à sa dernière demeure: elle s'est réveillée lors de ses propres funérailles après avoir, en apparence, cessé de respirer pendant 24 heures, a rapporté la presse thaïlandaise.

Mais Buaphan Paenchaturas, qui a été transportée peu après à l'hôpital Hua Hin, à quelque 250 km au sud-ouest de Bangkok, était bien vivante et en bonne santé, selon un médecin de l'établissement.

Un médecin a expliqué à l'AFP que la religieuse avait subi une attaque de diabète et s'était effondrée, inconsciente.

Le journal *Thai Rath* avait rapporté dimanche que Buaphan Paenchaturas s'était plainte mardi de troubles. En dépit des soins reçus, elle avait semblé cesser de respirer si bien que les moines ont conclu à sa mort et l'ont placée dans un cercueil.

Mais lors de la cérémonie mercredi, et alors que les moines entonnaient des chants funèbres, elle s'est «réveillée» et s'est extirpée de son cercueil, semant la panique parmi l'assistance.

La quotidienne

Tirage d'hier

à trois chiffres

401

à quatre chiffres

4099

ABONNEMENT	285-6911	ANNONCES CLASSÉES	285-7111
Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30		Décès, remerciements	285-6816
REDACTION	285-7070	GRANDES ANNONCES	
PROMOTION	285-7100	Détailants	285-7202
COMPTABILITÉ		National, Télé+	285-7306
Grandes annonces	285-6892	Vacances, Voyages	285-7265
Annonces classées	285-6900	Carrières et professions, nominations	285-7320

La Presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, L.T.E.E., 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2V 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de LA PRESSE et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. • Envois de publication canadienne — Contrat de vente numéro 0531650 • Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

RENSEIGNEMENTS 285-7272



44-2

CODE DU JOUR

MARDI 1 NOVEMBRE 1994

SUIITE DE LA UNE

BELLE

Une belle intellectuelle

née au Maroc, étudiante à Paris en plein mai 68, expatriée au Québec en 1976, chargée de cours à Rimouski et recrutée par le département de Sciences politiques à l'UQAM en 1977, à une course à la mairie de Montréal.

Je mettrais ma main au feu que certains matins Yolande Cohen (qui soit dit en passant n'a aucune parenté avec le grand poète de Westmount) doit se réveiller en se demandant ce qui a bien pu lui passer par la tête quand elle a accepté de se présenter. Elle sait qu'elle n'a pas l'ombre d'une chance de gagner. Elle l'avoue du reste assez candidement.

— Je ne me prend pas au sérieux à ce point, dit-elle en riant. Je suis arrivée beaucoup trop tard dans la course pour gagner et puis je n'ai pas l'expérience des campagnes électorales. Les gens me trouvent timide et plus effacée que dans la vraie vie. Le fait est que tout ce cirque m'intimide beaucoup.

Elle joue le jeu quand même. En tant que citoyenne d'abord. En tant qu'intellectuelle rusée ensuite. Car toute engagée qu'elle soit, Yolande Cohen ne s'astreint pas à l'exercice seulement pour les beaux yeux de la

démocratie. Elle ne l'avoue pas mais candidate à la mairie ne peut pas faire de tort à un CV et peut même s'avérer une excellente rampe de lancement pour une éventuelle carrière politique. En d'autres mots, candidate battue à la mairie n'est peut-être qu'un modeste commencement.

* * *

Quand je lui pose des questions sur qui elle est et d'où elle vient, son malaise est discret mais palpable. Yolande Cohen ne vient pas précisément du Faubourg à la mélasse, mais plutôt d'une bonne famille sépharade et bourgeoise où l'argent, les meubles sculptés dans les bois fins et les beaux tapis n'ont jamais manqué.

Son père était un commerçant prospère du Maroc et les bijoux de sa mère morte il y a trois ans ne sont pas du toc.

Yolande Cohen était l'aînée de quatre enfants. Elle s'est expatriée au Québec avec toute la tribu Cohen, et l'esprit de clan très développé de la famille ne l'a pas empêchée de s'intégrer à la société tricotée serrée du Québec des années 70. Au contraire. Yolande Cohen a connu la liberté débridée des années 70 et l'a vécue au bout avant de rentrer dans le rang comme tout le monde et de se caser.

Bien que le clan Cohen soit pratiquant, l'aînée se dit peu portée sur les rituels et la religion. Elle est peut-être de confession juive mais mange de tout comme tout le monde, ne construit pas de petites cabanes de bois sur son balcon et n'a pas besoin de demander à ses voisins d'allumer l'électricité le samedi.

Bien vue et respectée au département d'histoire de l'UQAM où certains la décrivent comme la championne des grosses subventions et d'autres comme la *showgirl* du département, Yolande Cohen s'est mise au monde en publiant une brève sur l'histoire du Cercle des fermières du Québec. Elle s'est par la suite mise en ménage avec Marcel Fournier, directeur du département de sociologie de l'Université de Montréal, qui lui a fait deux enfants, aujourd'hui âgés de 4 et 7 ans.

Entre ses cours à l'UQAM, ses voyages à Paris et ses travaux de recherche, elle a milité dans des groupes de femmes et des organismes communautaires, a été présidente de Vélo-Québec et fondatrice de l'Institut de politique alternative, a voulu être candidate pour le NPD et s'est liée d'amitié avec Denise Bombardier dont elle est devenue l'épouse recherchiste à l'époque de l'émission *Entre les lignes*.

Les deux amies ne se parlent plus depuis.

Ceux qui la connaissent disent qu'elle a des amitiés passionnées mais passagères. On parle aussi d'une amitié avec Phyllis Lambert qui n'a visiblement pas porté fruits puis que Madame Lambert vient tout juste de se prononcer publiquement pour le RCM de Jean Doré.

La belle intellectuelle de l'UQAM ne s'en offusque pas même si elle s'en trouve quelque peu déçue.

Jean Doré, pour elle, ce n'est pas un maire. C'est un technocrate qui s'est enfoncé dans une tour d'ivoire jalousement gardée par une armée de cois blancs. Elle trouve que sa ville est en train de devenir inhumaine. Qu'il n'y a pas assez d'espaces verts, d'arbres dans les parcs et de pistes cyclables. En même temps, elle jure qu'elle ne quittera jamais cette ville adoptive qu'elle a vue pour la première fois du pont Jacques-Cartier.

Elle se souvient encore du choc en découvrant ce monstre de béton que tous lui vantaient et qu'au premier coup d'oeil, passé le pont, elle a trouvé plutôt moche. Mais c'était il y a longtemps. Aujourd'hui Yolande Cohen aime Montréal avec passion. Puisse sa passion survivre au 6 novembre. □

LÉVESQUE

René Lévesque était «né pour être le premier et défendait àrement son os».

qu'il fait partie de ces rares héros qui émergent de chaque génération.

Cette première partie de la vie de René Lévesque permet de voir ce qui l'a formé, à chaque étape de sa vie, des jésuites de Gaspé jusqu'à la grève des réalisateurs de Radio-Canada, qui joua un rôle prédominant dans la carrière de Lévesque en l'aidant à faire carrière vers la carrière politique. Dans le Québec des années 50, à l'époque des premiers balbutiements de la télévision, Lévesque était déjà un héros pour bien des Québécois avant même qu'il ne se lance en politique. «L'immense bagage qu'il avait déjà derrière lui faisait que l'on prêtait attention dès qu'il ouvrait la bouche», constate Godin. «Point de Mire» nous paraît dépassé au point de vue technique aujourd'hui, mais Lévesque perçait l'écran, soutenait-il.

Autre carte clé pour comprendre René Lévesque, sa dureté, sa quasi-cruauté dans certaines situations.

«Autant Lévesque pouvait être

à l'aise devant un groupe, autant il avait un problème d'émotion, d'expression de ses sentiments dans ces relations de personne à personne. Il était très tourné vers lui-même, ses anciens collègues de Radio-Canada disaient qu'il était égoïste, prima dona, et il fut aussi comme ça en politique.»

Adolescent et éternel premier de classe, par dépit, il hache menu l'uniforme d'un collègue de classe qui l'a coiffé aux prix de fin d'année et se moque sans ménagement d'un confrère handicapé. «Il était né pour être premier et défendait àrement son os», dira Godin.

Même dureté à l'endroit des femmes. Sa première épouse, encore blessée par René Lévesque, refusa net de participer à l'enquête de Pierre Godin par exemple. L'ouvrage rappelle sans ménagement les aventures amoureuses du journaliste, sa liaison houleuse avec sa collègue Judith Jamin, notamment.

Car en dépit d'une tenue peu soignée et d'un physique plutôt désavantageux, René Lévesque sera, toute sa vie, un impénitent tombeur. «C'était un polygame naturel, c'était un roi sans visage avec les femmes et il les a rendues malheureuses, ce qui est souvent

le cas pour les leaders charismatiques.»

Dans ses mémoires, *Attendez que je me rappelle...* publiés en 1986, René Lévesque brosse un tout autre tableau de son entrée dans l'armée. «Le moins que je puisse dire, c'est que la perspective d'aller à Valcartier éprouver les patates au nom de Sa Majesté ne m'emballait guère. Tandis qu'avec les Américains, pas de problème ni surtout de complexe. Si je voulais vraiment participer à ce conflit qui était la grande aventure de notre génération, c'est de ce côté-là que je devais me tourner. Et voilà, sans fard», écrivait l'ex-premier ministre en 1986.

Or, du fard, il y en avait passablement dans ces explications, si on en croit le livre de Pierre Godin. D'abord, le jeune journaliste de Radio-Canada appelé sous les drapeaux avait fait des pieds et des mains pour éviter l'enrôlement, jusqu'à obtenir un certificat de complaisance d'un médecin, le père d'amis de Québec, pour être dispensé du service militaire, un avis que mettra rapidement de côté le médecin de l'armée, jugeant «A-1» la condition physique du jeune Lévesque. René Lévesque a toujours dit qu'il ne pouvait accepter de servir dans l'Armée canadienne, et que c'est

pour cette raison qu'il s'était retrouvé dans l'armée américaine. Godin encore une fois se fait décapant: en réalité, René Lévesque, voyant qu'il ne pourrait éviter d'être mobilisé, a fait des pieds et des mains pour devenir correspondant de guerre... pour l'Armée canadienne. La rareté des postes seuls, dans l'Armée canadienne, explique qu'en désespoir de cause il se soit retrouvé sous la bannière étoilée...

Godin fait aussi revivre la vie de Lévesque par les yeux du jeune fils de Gaspésie, adolescent exilé dans la Vieille Capitale. Les racines de son engagement politique y sont montrées, des rixes entre les «frogs» et les «craw fish» de son village bilingue de la Baie-des-Chaleurs jusqu'à sa formation par les jésuites nationalistes des années 1930. Dans ses travaux scolaires, à 13 ans, il parle déjà d'être «maîtres chez nous» et prévient que «les juifs et les Américains» devront permettre aux Canadiens français d'accéder aux plus hauts postes.

Après la grève de Radio-Canada, en 1958, la fin de sa carrière journalistique devient prévisible, tant il avait pourfendu la «Ci Bi Ci» et ses patrons canadiens-anglais. □

QUARTIER

Le quartier général de l'armée de terre de St-Hubert menacé

ville», a soutenu hier le porte-parole du Bloc québécois pour la défense, le député de Charlesbourg Jean-Marc Jacob.

Il a demandé «le maintien intégral» des installations de Bagouville «notamment parce que le Québec est largement déficitaire en matière de dépenses canadiennes en infrastructures militaires». Il souhaite le maintien des quatre escadrons de F-18, installés à Cold Lake en Alberta et dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Le comité recommande l'acquisition d'hélicoptères embarqués sur les frégates et d'hélicoptères de recherche et de sauvetage. Il devrait s'agir, précise-t-on, d'appareils qui sont déjà offerts sur le marché, moins coûteux que ceux dont le gouvernement Chrétien avait annulé l'achat lorsqu'il avait pris le pouvoir. L'acquisition de véhicules de transport de troupes blindés serait également souhaitable.

Il suggère également que le nombre de quartiers généraux passe de 37 à 25, ce qui permettrait de réduire de 4000, c'est-à-dire de moitié, leur effectif militaire. Un nombre équivalent de personnes pourraient alors être mutées à des fonctions de com-

bat. Le nombre de civils pourrait être réduit de 1300 à ces endroits. L'économie totale s'élèverait à 400 millions.

D'autre part, une augmentation de la productivité au sein du ministère pourrait se traduire par des gains de 100 millions.

De ces économies, 350 millions seraient consacrés à l'augmentation de l'effectif de combat terrestre, de manière à permettre au Canada de jouer son rôle de gardien de la paix à l'étranger plus efficacement et sans saper le moral de troupes.

Globalement, le comité recommande que le budget de la Défense soit réduit de 300 millions par an au cours des trois prochaines années, ce qui permettrait de diminuer l'enveloppe de 11,6 milliards à 10,5 milliards, en dollars de 1994-95.

Présentant un rapport minoritaire, le Bloc québécois a accusé les auteurs du document principal de manquer «totalelement de courage». Le rapport «ne reflète que les inquiétudes des anciens militaires qui l'ont produit». Le bloc recommande notamment de s'abstenir de 1,6 milliard dans les dépenses militaires.

Le comité recommande au gouvernement d'être prêt à acquiescer de trois à six sous-marins conventionnels, si l'occasion se présente et si les budgets d'acquisition d'armements prévus sont respectés. Le Canada possède actuelle-

ment trois sous-marins Oberon à moteurs diesel-électriques qui ont plus de trente ans. Les conservateurs de Brian Mulroney avaient envisagé l'achat de sous-marins nucléaires mais l'idée avait été abandonnée pour des raisons budgétaires.

Démantèlement

L'effectif total, qui a atteint 87 000 militaires en 1987, passera à 66 700 d'ici à 1998.

Le comité, qui était dirigé par deux libéraux, le sénateur Pierre de Bané et le député William Rompkey, estime que «notre armée doit avoir un bon potentiel de combat, être souple, mobile et abordable».

Il recommande que le démantèlement des trois commandements soit entrepris «dès la fin du processus actuel de réduction des effectifs et de fermeture de bases».

Il ajoute que les autres fonctions d'état-major présentement assumées par les commandements de Saint-Hubert, Winnipeg et Halifax, telles l'élaboration de la doctrine et des normes d'insurrection, soient également dévolues au grand quartier général en Ontario.

Les 37 quartiers généraux actuels se trouvent à divers niveaux de l'organisation, allant du «siège social» d'Ottawa aux quartiers généraux des commandements régionaux et de districts situés un peu partout au Canada. □

Plus sagement, la ville de Keene, au New Hampshire, a tenté, samedi, de battre son propre record en exposant 10 540 citrouilles illuminées, baptisées *Jack-o-lanterns*. L'an dernier, le livre *Guinness des records* avait accordé à Keene et ses 4817 citrouilles le titre du record du plus grand nombre de *Jack-o-lanterns* réunies en un même lieu. □

SOCIÉTÉ
POUR LES
ENFANTS
HANDICAPÉS
DU QUÉBEC



PUBLIREPORTAGE
GUIDE DE VACANCES
L'HIVER AU SOLEIL

CHOISISSEZ DES DESTINATIONS
ÉSOLEILLÉES TRÈS À LA MODE
CET HIVER DANS LE DEUXIÈME
D'UNE SÉRIE DE TROIS CAHIERS

À ne pas manquer
samedi dans

La Presse

Tous les documents relatifs à l'accident de Trois-Rivières ont été placés sous scellés

MARCEL LAROCHE

■ Tous les documents saisis par la Sûreté du Québec chargée d'établir les circonstances entourant l'accident qui a fait quatre morts la semaine dernière en Mauricie, dont le test sanguin du conducteur sorti miraculeusement indemne de cette tragédie routière, ont été remis intégralement au greffe de la paix, à Trois-Rivières, et placés sous scellés sur ordre du tribunal.

En invoquant que les droits fondamentaux du policier Marc Saint-Germain, de la SQ de Montréal, risquaient d'être brimés dans l'expectative d'éventuelles accusations criminelles, l'avocat montréalais Eric Downs s'est ainsi prévalu d'une procédure exceptionnelle et inédite pour forcer les policiers à restituer tous les documents qu'ils s'étaient procurés par voie de mandats.

Le policier Saint-Germain, qui a obtenu son congé de l'hôpital quelques heures après l'accident dans lequel ses qua-

tre compagnons ont péri, est actuellement en congé de maladie avec plein salaire, situation qui pourrait être révisée aujourd'hui même par la direction de la Sûreté du Québec.

Cette demande d'injonction provisoire débattue en toute fin d'après-midi de samedi dernier devant le juge Robert Legris, de la Cour supérieure, appelé en toute hâte au palais de justice de Trois-Rivières, visait conjointement la Sûreté du Québec et l'enquêteur Michel Primeau, de la SQ de Cap-de-la-Madeleine, ainsi que le juge de paix trifluvien Gérard Bernier.

Cette procédure judiciaire d'urgence préparée par M^e Eric Downs, mais plaidée en cour par l'avocat Michel Lebrun, de Trois-Rivières, est en réalité une requête pour obtenir des produits d'une saisie, ressemblant à une injonction interlocutoire et provisoire, en vertu des articles 20 et 46 du Code de procédures criminelles du Canada.

Étayée en 42 points, cette requête à court terme avait comme principal objectif de forcer la Sûreté du Québec à re-

mettre le plus tôt possible au tribunal tous les documents pertinents se rapportant à l'accident survenu vers 2 h 30 dans la nuit de mercredi à jeudi dernier, à la jonction des autoroutes 40 et 55, à Trois-Rivières-Ouest.

La tragédie a coûté la vie à quatre policiers qui suivaient un stage de perfectionnement à l'Institut de police de Nicolet. Le conducteur du véhicule banalisé de la SQ, l'agent Marc Saint-Germain, 26 ans, attaché à la sécurité routière au poste de la SQ Montréal-Métro, a été l'unique survivant de la collision.

Conduit au Centre hospitalier Sainte-Marie de Trois-Rivières, le policier qui n'affichait que des blessures superficielles, a tout de même été placé sous les soins du docteur Réjean Duplain, qui a effectué une prise de sang sur son patient à des fins médicales, vers 3 h 30 du matin, soit environ une heure après l'accident.

Le sang prélevé a été analysé par un technologiste afin de déterminer de la quantité d'éthanol (alcoolémie) du policier, puis détruit par la suite. Le résultat

de cette analyse a cependant été consigné au dossier médical du policier Saint-Germain, notamment un rapport de biochimie qui y est aussi consigné. Ce fameux rapport médical qui contient le résultat de la prise de sang du policier Saint-Germain a évidemment fait l'objet d'un mandat de perquisition de la part des enquêteurs de la SQ qui voulaient ainsi le verser au dossier.

Après avoir pris connaissance des représentations de l'avocat du policier Saint-Germain qui craignait que le résultat de cette analyse sanguine obtenue illégalement soit rendu public avant sa requête en certior, le juge Legris a ordonné sur-le-champ à la SQ de remettre au greffe de la cour dans un délai de 24 heures tous les documents saisis dans cette cause.

Tous les produits saisis par la Sûreté du Québec ont ainsi été placés sous scellés en attendant la tenue de l'enquête en recours extraordinaire de la nature d'un certior fixé à 9 h 30 le lundi 7 novembre prochain, au palais de justice de Trois-Rivières.

L'EXPRESS DU MATIN

LE JUGE DOYON ENQUÊTERA SUR LA MORT DE PIERRE CÔTÉ

■ Le ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, a désigné le juge François Doyon pour présider l'enquête du coroner sur les causes et les circonstances de la mort de Pierre Côté survenue le 24 septembre dernier. Le ministre Ménard répond ainsi à une demande du coroner en chef du Québec, M. Doyon, juge à la Cour du Québec, précisera plus tard la date et le lieu de son enquête. Le jour de la mort de M. Côté, la Sûreté du Québec était intervenue en force lors d'une présumée prise d'otages dans un ranch de Sainte-Sophie, au sud-est de Saint-Jérôme. Côté avait été atteint de projectiles tirés par un policier de la SQ alors qu'il sortait armé de sa maison.

JACAUTO À L'AMENDE

■ Un garagiste du boulevard Saint-Jean à Dollard-des-Ormeaux, JACAUTO et son administrateur Jacques Janelle viennent de reconnaître leur culpabilité à 24 chefs d'accusation portés par l'Office de la protection du consommateur, parce qu'ils avaient gonflé des factures de réparation. L'affaire remonte à janvier 1993, alors que l'OPC allait vérifier sur place certaines pratiques commerciales en ce qui concerne les méthodes de facturation. Des écarts suspects quant aux dates inscrites sur des feuilles de travail des mécaniciens et des heures facturées aux consommateurs ont amené l'OPC à contacter certains clients du garagiste afin d'en vérifier la conformité. On a ainsi découvert que JACAUTO falsifiait des feuilles de travail pour gonfler les factures des consommateurs à leur insu. JACAUTO et son administrateur devront donc verser 14 400 \$ d'amendes pour avoir trafiqué des factures lors de plusieurs réparations automobiles. Ce même garagiste devra également verser 600 \$ d'amendes pour avoir omis de fournir à deux consommateurs une évaluation écrite avant d'effectuer la réparation. Enfin, JACAUTO et Jacques Janelle ont accepté de verser une somme de 5000 \$ au bénéfice de l'ensemble des consommateurs du Québec dans le cadre du programme Garages-à-l'oeil.

SOUTIEN À PETER SERGAKIS L'ENNEMI DES TAXES

■ Une trentaine de personnes ont manifesté hier matin devant le palais de justice de Montréal en signe de soutien à Peter Sergakis, ce militant anti-taxes accusé de tapage et d'entrave au travail des policiers. Sergakis, un commerçant de 48 ans, avait été arrêté le 5 avril 1993 après une manifestation à l'Hôtel de ville de Montréal. Le procès de Sergakis et de ses trois coaccusés, qui a débuté hier, reprendra le 23 janvier.



Peter Sergakis

Embarquement pour Haïti sur un air de carnaval

JEAN-PAUL SOULIÉ

■ Le premier vol d'Air Canada à destination d'Haïti, hier matin à Mirabel, avait l'air d'un marché sur les bords de la Caraïbe. Du bruit, des embrassades, des transactions fébriles et des enfants pour faire rire tout le monde. Le Boeing 747 d'Air Canada offrait 416 places. Seulement 341 passagers se sont présentés. Hier soir, la compagnie signalait que le débarquement à Port-au-Prince s'était déroulé dans l'harmonie.

Au départ, ça ressemblait plutôt à une foire joyeuse. Beaucoup d'émotion, des parents et des amis accompagnateurs, des petits-enfants, des religieuses québécoises, et surtout, partout, des bagages! Air Canada déclarait 766 valises et quelques excédents de bagages, dont le coût est fixé par l'IATA, à 60 \$ la pièce.

Valises, boîtes de carton bien fermées, mais aussi énormes poches de toiles colorées, sacs de plastique débordants, bagages à mains gigantesques, en particulier un jaune et noir que les préposés à l'embarquement refusent dix fois parce qu'il a changé de mains mais est resté aussi gros. Sa propriétaire, une dame d'un certain âge, se fait remarquer par son joli chapeau à plume mais plus encore par sa ténacité.

La dame possède aussi, entre autres bagages à main, une boîte de lessive scellée de papier collant, une sacoche gonflée et un vieux sac de la SAQ — la Modération à bien meilleur goût. C'est là-dedans que le préposé à la porte flaire un délit: deux lampes à pétrole rouges, modèle Émilie Bordeleau, bien visibles. Il entreprend la fouille des deux lanternes. Le nez enfoncé dans le réservoir bien sec des lampes toutes neuves, il vérifie l'absence de pétrole. Et le fameux bagage à main jaune et noir, toujours aussi démesuré, réapparaît, glisse sur le sol, une main le pousse, un pied, discrètement. Il a l'air d'avancer tout seul, innocemment.

Pas de chance, le préposé a tout vu. Retour à la case départ. Le bagage à main devra aller se faire enregistrer, et la dame au chapeau à plume, qui ne veut surtout pas se faire identifier, devra payer pour le supplément de poids. Parce que depuis longtemps la dame tenace a dépassé les normes. Combien elle devra payer? Cher! Et son indescriptible chapeau se reconnaîtra à la dernière minute devant le bureau de l'agent de change. Le commerce a ses exigences!

Dans la foule, tout le monde a son rôle. Vladimir Casimir, par exemple, est un bon fils. Il garde les bagages de sa maman Esther, qui part pour une semaine.



Bagage à mains trop gros? On va tenter de réduire son importance...

PHOTO PIERRE MCCANN, La Presse

Des bagages volumineux. Il faut payer des suppléments. Ceux qui ne peuvent pas payer attendent avec leurs caisses. «120 \$ de supplément! c'est beaucoup trop!» Et les caisses vont reprendre le chemin de Saint-Michel, en attendant le prochain départ d'Air Canada, avec leur mystérieux contenu de robes, de jeans, de chemises, et aussi de tubes de dentifrice, de savonnets, de bouteilles de shampoing, toutes sortes de choses qui font fureur sur les marchés de Port-au-Prince.

Charles Dufresne a un tout autre problème. Ce chauffeur de taxi jovial, toujours coiffé de son béret basque bleu, retourne en Haïti, son pays d'origine, pour ramener ses deux petits enfants, Dave, 20 mois, et Dalhia, 3 ans et demi, à leur mère, aux Gonaïves. Dans une semaine, quand ses deux petits-enfants qui étaient venus le visiter il y a cinq mois seront réinstallés chez leurs parents, il va revenir prendre le volant de son taxi qui le fait vivre depuis une vingtaine d'années.

Derrière Charles Dufresne, ce sont des Soeurs de la Charité d'Ottawa qui retournent à leur travail dans la vallée de la Sibonite, la région productrice de riz

en Haïti. Elles sont cinq qui retournent à leur dispensaire. Et Denise Maillet, l'une d'elles, qui a quitté l'île il y a cinq mois, note qu'à son départ, le climat était «à peu près calme». Quand Baby Doc Duvalier a quitté Haïti, au début de février 1986, les ouvriers agricoles de la Sibonite avaient décidé de démolir les ponts et les routes qui les reliaient à Port-au-Prince et au nord de l'île parce qu'ils avaient été réduits purement et simplement en esclavage. Soeur Denise Maillet retourne dans une région dont elle n'ignore rien. Surtout pas les frustrations des travailleurs des rizières.

Ancien de la Baie-James, retraité, Jean-Paul Millette était revenu à Sainte-Thérèse depuis sept mois. Il retourne chez lui à Grand-Goave, où il a sa maison depuis dix ans. «Maintenant, je connais bien plus de monde là-bas qu'ici!» Bien content d'aller retrouver le soleil, l'opérateur de grues des chantiers de La Grande!

Un chat en cage dans ses bras, Pascale Leblanc, 27 ans, raccompagne sa grand-maman, Elie Berthe Legagneur, qui était en visite à Montréal depuis cinq mois. Par son mari, M^{me} Legagneur est une tante de Serge Legagneur, poète et jour-

naliste connu à Montréal, qui partage son temps entre les États-Unis et le Canada. M^{me} Legagneur regagne sa résidence de Delmas, sur les hauteurs dominant Port-au-Prince. C'est là que vivra désormais le chat Boule, né à Montréal.

M^{me} Carmelle Bismart, une grand-mère bien entourée, va retrouver son frère à Pétion-Ville. Elle laisse pour un temps toute sa famille ici, trois enfants et 13 petits-enfants qui vivent à Pointe-aux-Trembles. Elle était au Québec depuis le mois de juin dernier.

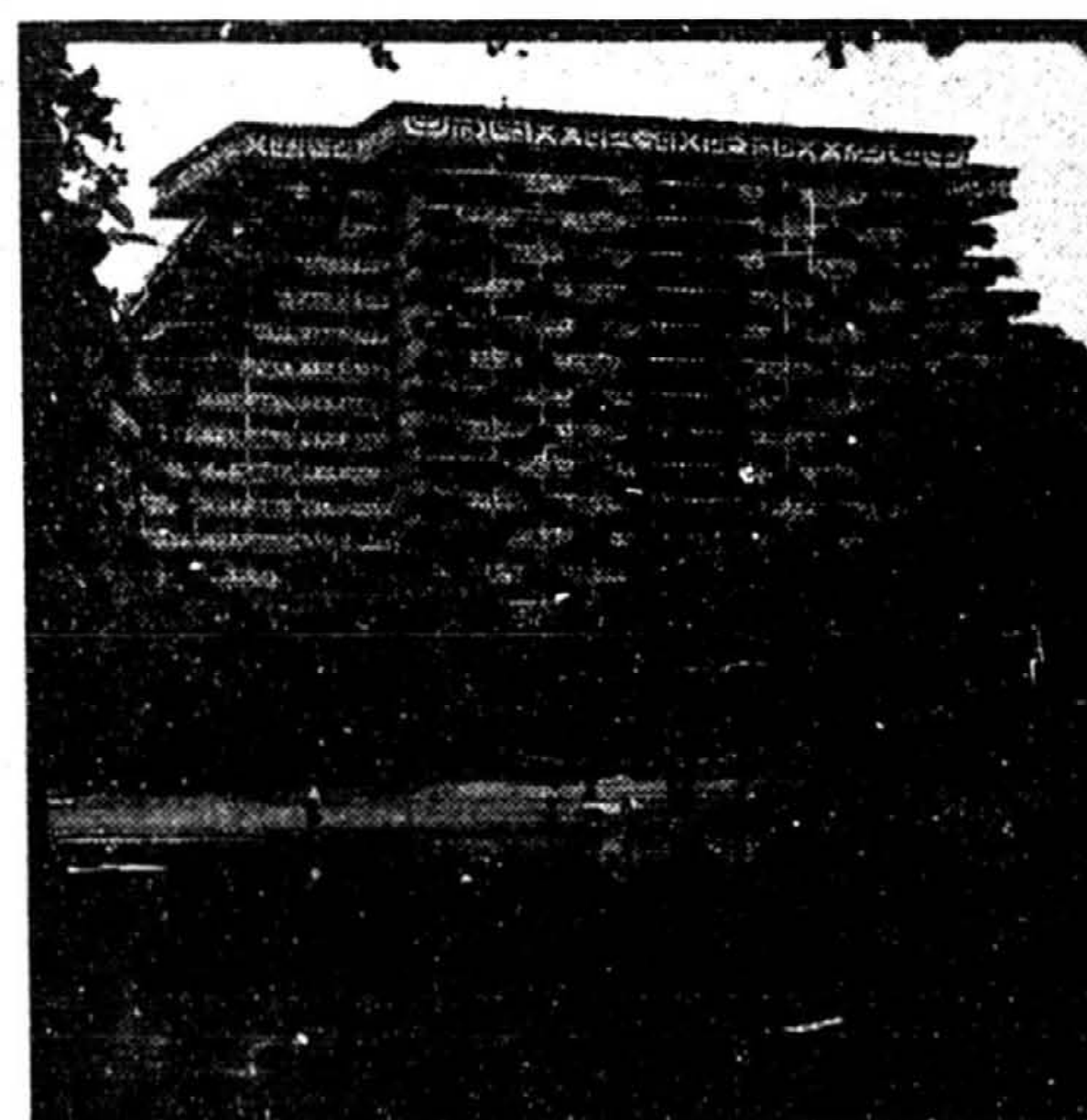
La société Air Canada rétablit à partir d'aujourd'hui ses vols hebdomadaires Montréal-Port-au-Prince. Mais la porte-parole, Nicole Couture-Simard, après avoir donné de bonnes nouvelles de l'arrivée des voyageurs à destination, affirmait que les réservations pour les vols vers Haïti étaient loin d'être complètes, contrairement à ce qu'annonçait une coopérative de presse hier. «Il y a toujours de la place, comme aujourd'hui, et avec le marché d'Haïti, il ne faut pas toujours se fier aux réservations: beaucoup de passagers qui ont retenu une place ne se présentent pas au dernier moment. Même pour la période de Noël, il y a encore de sièges disponibles.»

TMR

Tours Mont-Royal



LES COULEURS DE VOS VACANCES



ACAPULCO
5 Novembre • 1 Semaine

Acapulco
Princess

un monde à part...

1149\$

ACAPULCO
5 NOVEMBRE 1 SEM.
Caleta Gran Meigas TOUT COMPRIS 799
Days Inn Acapulco SANS REPAS 549

PUERTO VALLARTA
6 NOVEMBRE 1 SEM.
Holiday Inn Sunspree TOUT COMPRIS 799
San Marino Plaza TOUT COMPRIS 699

PUERTO PLATA
5 NOVEMBRE 1 SEM.
Flamenco Beach Resort TOUT COMPRIS 799
Club Las Rocas TOUT COMPRIS 599

VARADERO
5-6 NOVEMBRE 1 SEM.
SuperClubs Varadero TOUT COMPRIS 999
Sol Palmeras 2 REPAS/JOUR 699
Gaviota Coral 2 REPAS/JOUR 699

HOLGUIN
5 NOVEMBRE 1 SEM.
Sol Río de Luna 2 REPAS/JOUR 699

SANTA MARIA DEL MAR
6 NOVEMBRE 1 SEM.
Club Tropicoco TOUT COMPRIS 699

HAÏTI... Départs du 6 novembre • VOL SEULEMENT... 449\$

Punta Cana... BAVARO BEACH RESORT (6 Novembre • 1 Semaine) 749\$

AGENCE DE VOYAGES CAA
Ouverte aux membres et non-membres

MONTREAL
LAVAL
POINTE-CLAIRE

861-5111
668-2240
426-2760

BROSSARD
ST-LÉONARD
HULL

465-0620
255-3560
(819) 778-2255

DÉTENTEUR D'UN PERMIS DU QUÉBEC

Les conditions générales de la brochure 94-95 s'appliquent.
Prix par pers. en occ. double. Taxes comprises. Prix sujets à changement sans préavis.
Tours Mont-Royal n'est pas responsable des erreurs ou omissions dans cette annonce.
ESPACE LIMITÉ. APPLICABLES SUR NOUVELLES RÉSERVATIONS SEULEMENT.
Taxes locales payables à destination en U.S.: Cuba, République Dominicaine, Haïti.
Taxis applicables pour réservations en date du 01 novembre 1994.

MILE-END

Les problèmes ne manquent pas dans ce district multi-ethnique



PHOTOS ROBERT MAILLOUX, La Presse

Avenue du Parc, la voie réservée aux autobus qui a été aménagée il y a deux ans, n'a jamais fait l'unanimité. Des manifestations de protestation ont eu lieu.

SUZANNE COLPRON

■ Mercredi, 20 h. Des dizaines de personnes prennent place dans le gymnase du nouveau YMCA du Parc.

Au-dessus de leur tête, des joggers s'entraînent sur une étroite piste qui fait le tour de l'édifice, récemment inauguré sur l'avenue du Parc, au coin de la rue Saint-Viateur, dans le Mile-End.

Le débat va commencer.

Assis à l'extrême gauche, Bernard Bourbonnais, un enseignant de 41 ans, originaire de Montréal, qui habite dans le centre-ville depuis 20 ans. Il se présente sous la bannière de la Coalition démocratique Montréal écologique (CDME).

Au centre, Helen Fotopulos, 42 ans, du RCM. Son prédécesseur, John Gardiner, prend sa retraite après 30 ans de vie politique active. La nouvelle candidate est née « à grand » dans le Mile-End, mais n'y vit plus depuis longtemps.

Vieille militante du RCM et mère de famille, Mme Fotopulos exerce depuis six ans la fonction d'attachée politique au comité exécutif de la Ville, aux relations interraciales et au dé-

veloppement culturel. Elle parle couramment russe, anglais et français.

Un absent : Stec

Assis à droite, Jean Roy, traducteur de profession et candidat de Vision Montréal (VM). Agé de 56 ans, M. Roy est un ancien conseiller du RCM. Il a démissionné de la présidence du parti en 1984 pour céder la place au maire Jean Doré. Il effectue un retour en politique après une absence de 12 ans. C'est sa sixième campagne municipale.

Le candidat Robert Stec, 52 ans, du Parti des Montréalais, a décliné l'invitation du Comité des citoyens du Mile-End. Selon les organisateurs de la soirée, il ne voyait pas la nécessité de participer au débat parce qu'il est sûr de gagner les élections. « C'est plutôt pour des raisons personnelles », a-t-il dit à La Presse.

Les deux autres candidats inscrits dans le Mile-End — Charles Filo, un indépendant, et Yves Robitaille, du Parti éphémère blanc de Montréal — n'ont pu être joints. « Ils auraient été les bienvenus au débat », affirme Martin Fournier,

membre du Comité de citoyens, un organisme sans but lucratif fondé il y a une douzaine d'années.

Les problèmes ne manquent pas dans ce district multi-ethnique (32 p. cent d'immigrants), bordé par les rues Mont-Royal, au sud, Saint-Denis, à l'est, Hutchison, à l'ouest, et Van Horne, au nord.

On constate en effet une baisse de 11 p. cent de la population depuis 1986 et une augmentation de la pauvreté. Le salaire moyen du quart des résidents était inférieur à 7 500 \$ par année, en 1990. Le taux de chômage est supérieur à la moyenne montréalaise. Il y a un manque flagrant d'espaces verts et une lourde circulation sur l'avenue du Parc, où une voie réservée aux autobus a été aménagée il y a deux ans.

Une voie réservée qui, rappelons-le, n'a jamais fait l'unanimité.

Les citoyens venus entendre les aspirants-candidats en avaient long à dire sur le sujet, et plus particulièrement les commerçants. M. Roy a révélé que 63 commerces de cette avenue étaient vacants. Cela représente 25 p. cent des espaces commerciaux, comparativement

à environ 16 p. cent pour l'ensemble de Montréal.

À l'occasion du débat, la « Coalition pour l'avenir de l'avenue du Parc » a déposé un projet de revitalisation de l'artère. L'avenue du Parc, entre Van Horne et Mont-Royal, passerait de cinq à six voies. Une voie de stationnement serait disponible en tout temps de chaque côté de l'artère et deux voies de circulation seraient ouvertes dans les deux sens.

Les candidats, s'ils sont élus, se sont tous engagés à trouver une solution au lourd trafic qui se déverse sur les rues parallèles, causant notamment des problèmes à l'intersection des rues Bernard et Hutchison.

Les candidats se sont aussi tous prononcés en faveur d'une décentralisation accrue des pouvoirs. Et sur le besoin d'espaces verts. M. Roy, de Vision Montréal, a souligné que le Mile-End n'avait aucun jardin communautaire et qu'il y avait un manque d'arbres dans plusieurs rues.

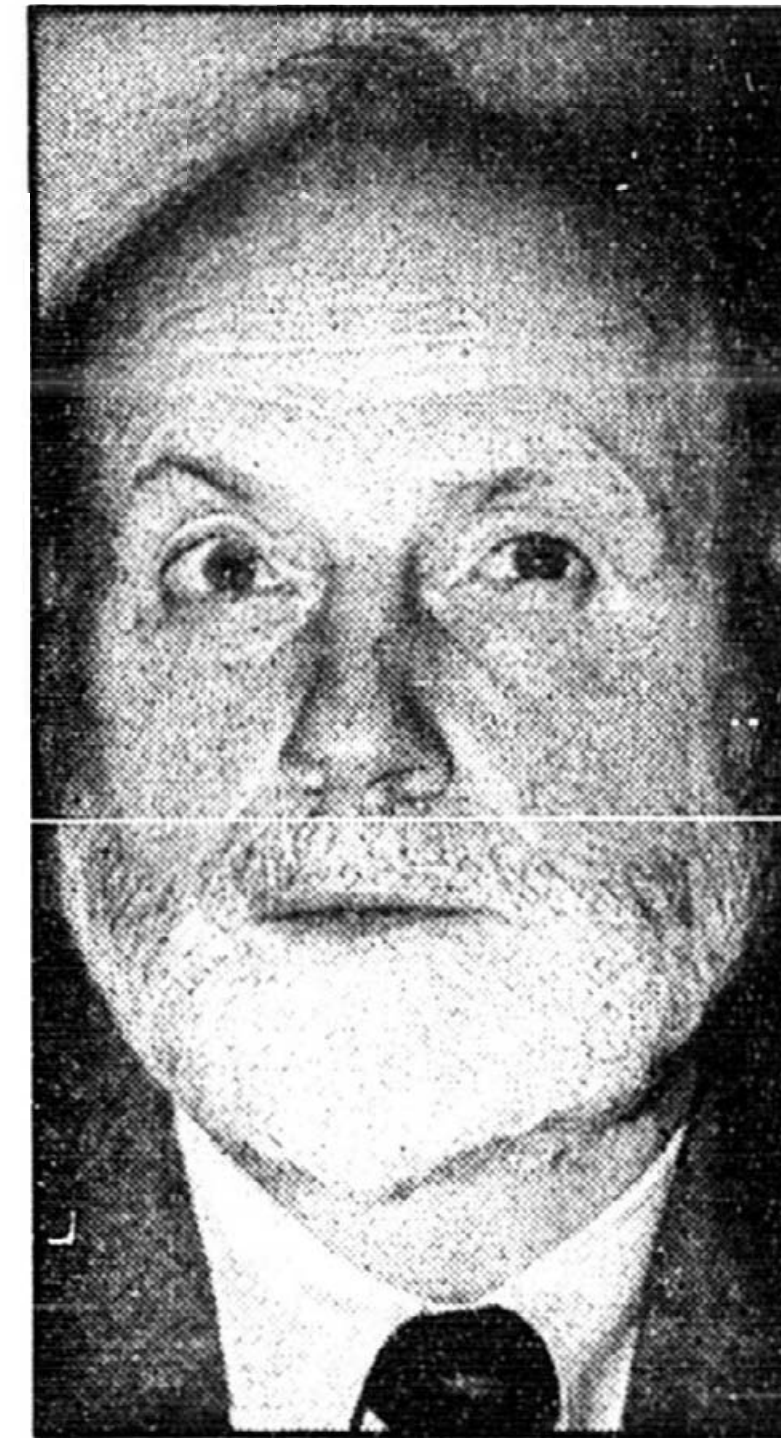
On verra, le soir des élections, qui de ces trois candidats a gagné le débat. Et si Robert Stec, du Parti des Montréalais, avait raison de ne pas y partici-



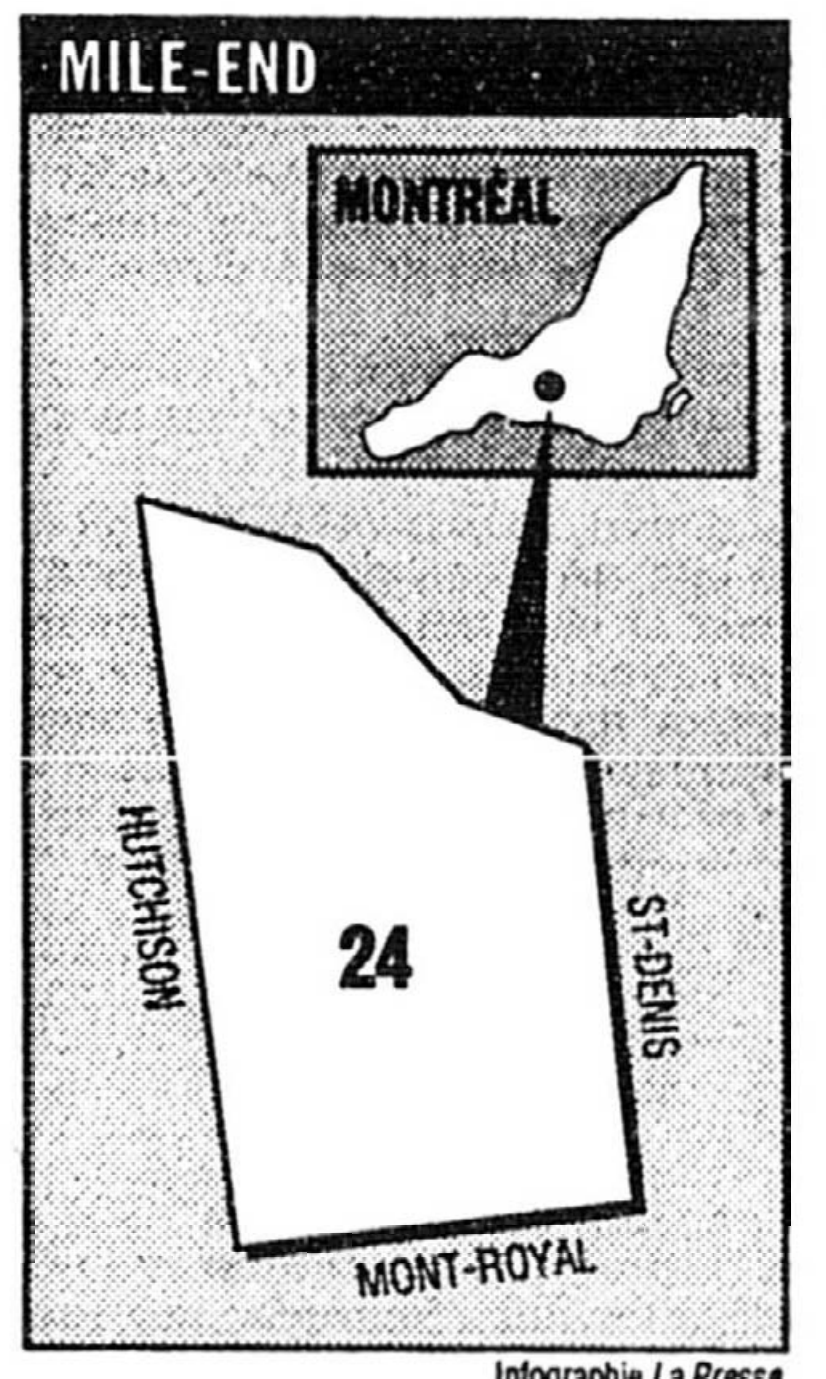
Helen Fotopulos



Bernard Bourbonnais



Jean Roy



Infographie La Presse

La bataille à Brossard tourne autour de la transparence à l'hôtel de ville

Pour la première fois, trois équipes s'affrontent dans cette municipalité

GEORGES LAMON

■ Le sentiment d'« insatisfaction des citoyens » envers le maire Paul Leduc est-il à ce point important pour mettre en péril sa réélection ?

C'est du moins la question que l'on peut se poser après avoir sillonné la ville placardée d'affiches parfois grandeur plus que nature et rencontré citoyens et adversaires du maire Leduc, Saint-Louis et Jourdenais. Pour ces derniers la bataille se fait surtout sur la question de la transparence à l'hôtel de ville. C'est le type d'administration qu'il faut changer, dit-on. Il faut qu'elle soit à l'écoute et au service des citoyens, actuellement peu informés et pas consultés.

À Brossard, où pour la première fois trois équipes s'affrontent, on assiste à une lutte à deux équipes, celles de Paul Leduc et de Julie Saint-Louis, mais à une lutte à trois à la mairie où l'aspirant Jourdenais est omniprésent.

Les équipes en présence sont : l'Équipe populaire du maire sortant, Priorité Brossard, issus de la scission des conseillers en désaccord avec l'équipe Leduc, et l'Équipe des Brossardois. Au total 31 aspirants conseillers dont un indépendant dans cette ville de 70 000 habitants.

La démocratie

Contrairement à bon nombre de villes au sud de Montréal, l'enjeu de cette campagne n'est pas la question des taxes, puisque Brossard demeure la ville de la Rive-Sud où le niveau de taxation est le plus bas. Tout au plus devrait-on conserver cet avantage concurrentiel. Ceci faisait dire au maire sortant qu'à Brossard, « il n'y a pas de campagne car il n'y a pas de véritable débat. En ce qui me concerne, je n'ai pas de problème, il suffira de faire sortir le vote ».

Ce n'est pas l'avis de Mme Saint-Louis. « À Brossard, ce qui manque, c'est la démocratie », insiste celle qui se présente comme « l'alternative ». « Depuis que Leduc est là tous les acquis gagnés par les citoyens avant lui se sont envolés. Tout s'est refermé avec cette homme imbu de son image de *one man show*. Les décisions sont prises d'avance et en comité restreint où les citoyens n'ont pas droit au chapitre. »

Si elle est élue, elle nommera



PHOTO ROBERT NADON, La Presse

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'à Brossard comme ailleurs, les candidats ne ménagent rien pour être visibles partout. Boulevard Taschereau, près de Lapinière, se dressent trois énormes pancartes des candidats.

un protecteur du citoyen, comme à Mascouche, pour entendre les doléances des citoyens.

Toutefois, à Brossard, les candidats doivent aussi compter avec les communautés ethniques, avec 40 p. cent de la population répartie en 67 ethnies différentes. Ce sont des électeurs qui traditionnellement votent pour le pouvoir en place.

« Nous voulons traiter tous les citoyens sur le même pied, dit encore Mme Saint-Louis. Si les communautés ethniques ne doivent pas être négligées, notre base demeure les familles francophones de vieille souche. »

Fernand Jourdenais, l'ancien député conservateur recylé en consultant en immigration, se propose de tout changer en misant d'abord sur sa propre personne. Après neuf ans et demi au fédéral, voilà que cette « homme du peuple » veut finir sa carrière politique au municipal, parce qu'il a beaucoup à offrir

aux citoyens ». Pour lui, il ne fait pas de doute qu'il n'y a qu'une seule équipe à battre, celle du maire sortant (Équipe populaire), puisque l'autre, Priorité-Brossard, n'est en fait que la continuité de Leduc.

Son slogan, Brossard 2000, s'articule dans un programme en 26 points, axé principalement autour de trois grandes priorités : la transparence avec le gel des taxes pour quatre ans, l'accessibilité à l'hôtel de ville et la consultation. « Brossard manque totalement de dynamisme, dit-il, depuis 16 ans, c'est le même parti au pouvoir. »

Fernand Jourdenais rappelle qu'il s'est engagé dans la course le 13 juillet, après avoir consulté plusieurs maires de la région dont Stephen Olynyk, de Greenfield Park. D'ailleurs, la fille du maire Olynyk, Sonia Olynyk-Shetowky, fait partie de son équipe. On dit même que son père s'occupe de la campagne Jourdenais. Ce que nie ce dernier.

Le maire Paul Leduc, lui, n'a aucun doute sur sa réélection et sur ses candidats, dont cinq des conseillers sortants. Il mise sa campagne sur une « administration responsable » et la « qualité de vie ». Il est particulièrement confiant grâce à un sondage réalisé en mai par Crop, commandé par la ville, qui révélait un taux d'insatisfaction de 91 p. cent des Brossardois pour la qualité des services, 82 p. cent à l'égard de son administration et 71 p. cent quant au taux de taxation actuel. Il ne se hasarde toutefois pas en promettant un gel des taxes, n'étant par certain de pouvoir tenir ce genre de promesse.

« J'ai quatre ans derrière moi avec des réalisations, assure-t-il. Nous formons la seule équipe qui compte un bilan de campagne. Aussi la seule ville où les taxes sont les moins élevées des municipalités de la Rive-Sud et la troisième ville pour son administration. Que demander de plus ? »



Marc Duclos



Robert Turbyne

Dérapages à Greenfield Park

GEORGES LAMON

■ La campagne électorale prend maintenant les allures d'un règlement de comptes et de salissage à Greenfield Park.

Pourtant jusqu'ici tout semblait se dérouler sans attaque personnelle entre les quatre candidats à la succession de Stephen Olynyk. Ce sont les équipes de Marc Duclos, Mireille Carrière, Robert Turbyne et de l'indépendant Réal Pellerin, qualifié par certains de « poteau de Turbyne ».

Voilà que samedi un pamphlet bilingue de quatre pages imprimé en vert et noir attaquait personnellement Mireille Carrière, l'un des quatre candidats à la mairie. En gros titres, l'auteur se demande « Que cache Mireille Carrière ? » Il l'accuse d'avoir accepté des violations au règlement d'urbanisme en se faisant complice du maire Stephen Olynyk sans dire mot. « Qui est derrière elle ? Qui mijote-t-elle ? » s'interroge l'auteur du pamphlet.

Oeuvre du Comité de vigilance de Greenfield Park, créé, semble-t-il, tout récemment et dont nul ne connaît véritablement les membres, le pamphlet accuse également la candidate Carrière d'avoir admis dans ses rangs « deux candidats possédant des dossiers pendants devant la Justice ».

L'auteur reproche encore à Mme Carrière d'avoir non seulement « toujours appuyé aveuglément Olynyk », mais aussi d'avoir « profité de certains services et avantages au garage municipal ».

Mireille Carrière, visée par ce pamphlet dénonciateur, s'est dit « très surprise » en parcourant ces pages. « J'ai toujours eu l'intention de me présentant de faire une campagne propre malgré les insinuations qu'on m'adressait, a-t-elle précisé hier à La Presse. J'avais été avisée anonymement par un informateur anonyme de la

publication de ce pamphlet. Mais il ne s'agissait que de rumeurs. » Et elle ne sait pas qui sont ceux qui sont derrière. Demain, en conférence de presse, elle entend faire le point en compagnie de son avocat et penser à des moyens pour en accuser le ou les auteurs.

Le clan Marc Duclos a été choqué par cette circulaire d'autant plus qu'elle est imprimée aux couleurs vert et noir identifiant l'équipe Duclos.

Selon Marc Duclos, aussi candidat à la mairie de Greenfield Park, ce pamphlet jette le discrédit sur son équipe, non seulement en s'appropriant ses couleurs, mais aussi parce qu'il met en cause des dossiers qu'il a défendus depuis un certain temps à l'hôtel de ville, notamment le dépôt à neige et l'édifice du 800, Victoria, en plus de son arrestation commandée par le maire Olynyk. De là à laisser supposer qu'il est l'oeuvre de son équipe, adversaire de Mireille Carrière, il n'y a qu'un pas...

« Nous ne sommes impliqués d'aucune manière dans ce tract, a insisté Marc Duclos. Pour nous cela devient une patate chaude dans les mains. Il faut que les électeurs sachent que nous avons toujours défendu leurs intérêts. Jamais nous n'avons attaqué personnellement nos adversaires. C'est vraiment salaud d'avoir publié un tel torchon. »

D'ailleurs, Marc Duclos a officiellement déposé une plainte à la police de Greenfield Park. Le directeur, Jean-Pierre Larose, a confirmé hier à La Presse, qu'une enquête est effectivement en cours à ce sujet à la demande du candidat Duclos.

Marc Duclos estime qu'il s'agit d'abord d'éviter d'éventuels actes de vandalisme contre les membres de son équipe. Il a également déposé plainte auprès de la présidente d'élections et greffière de la ville, Me Carole Leroux.

ÉLECTIONS MUNICIPALES 94

Notes de campagne

MENACE DE MORT CONTRE UN CANDIDAT

■ Rafik Hakim, candidat du Mouvement civique de Saint-Laurent dans le district de Gohier, a été menacé de mort, dimanche, dans le bureau où se déroulait le vote par anticipation. La police de la CUM a arrêté un suspect et une enquête est en cours. Selon M. Hakim, l'homme lui reprochait d'être entouré de Québécois dans la campagne électorale. M. Hakim a également dit avoir été victime d'une autre tentative d'intimidation dans la nuit de dimanche à lundi. Peu après minuit, une grosse pierre entourée d'un message menaçant a fracassé une fenêtre de sa résidence. Le candidat du Mouvement civique a aussi signalé avoir été la cible d'appels de menaces et se plaint de voir ses affiches électorales dégradées ou détruites.

MISE EN DEMEURE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

■ Jack Engels, éditeur du *Côte Saint-Luc Journal*, a été mis en demeure par le directeur général des élections, le 28 octobre, de cesser toute publication ou distribution de son journal. Les deux plus récents numéros de cette publication favorisent illégalement le maire et candidat à la mairie, Bernard Lang. Le directeur général des élections estime que le journal constitue une dépense électorale qui ne peut être effectuée que par l'agent officiel d'un candidat. La publication et la distribution de *The Côte Saint-Luc Journal* constituent donc une infraction à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

DÉFI À JÉRÔME CHOQUETTE

■ Les hommes d'affaires Yves Boulanger et Michel Bergeron mettent le chef du Parti des Montréalais, Jérôme Choquette, au défi de les rencontrer pour lui prouver que ses allégations à leur endroit sont fausses. Les noms de MM. Boulanger et Bergeron étaient associés par M. Choquette à une dizaine de transactions nébuleuses effectuées par la SIMPA, société paramunicipale, grâce auxquelles des intermédiaires auraient réalisé des gains considérables. Les deux hommes d'affaires reprochent à M. Choquette de n'avoir jamais cherché à les contacter et interprètent un refus de les rencontrer comme un aveu de lâcheté de sa part.

CANDIDATE DU RCM HONORÉE

■ France Maher, candidate du RCM dans le district de Louis-Hébert, a été honorée par l'École nationale d'administration publique (ENAP) pour ses succès dans son programme de maîtrise. Elle a reçu le prix Gérard-Bergeron remis chaque année à l'étudiant ayant conservé la meilleure moyenne cumulative du programme Analystes et conseillers.

GUIDE ÉLECTORAL DU CONGRÈS JUIF CANADIEN

■ Le Congrès juif canadien a publié son Guide d'élections municipales 1994, comme il le fait traditionnellement pour chaque élection fédérale, provinciale ou municipale. Dans ce guide, le CJC fait part des enjeux qui préoccupent particulièrement la communauté juive. Cinq grands points y sont abordés: les relations interculturelles, les problèmes de l'antisémitisme et du racisme, le rôle du service de police, l'économie (dans sa facette interculturelle) ainsi que les arts et la culture. À cette occasion des représentants des quatre grands partis municipaux de Montréal se sont adressés aux représentants du Congrès juif canadien. Il s'agit de Abe Limonchik (RCM), Saulie Zajdel (Vision Montréal), Michael Applebaum (Parti des Montréalais) et Reuven Shultz (Coalition démocratique-Montréal écologique).

UNE INDÉPENDANTE DÉVOILE SON PROGRAMME

■ Felicia Pugliese, candidate indépendante dans le district de Jeanne-Mance, inaugure aujourd'hui, à 18 h 30, son local électoral situé au 3418 A, avenue du Parc. À cette occasion, Mme Pugliese dévoilera son programme électoral.

MENTION EN ARCHITECTURE

■ L'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) a mérité une mention dans la catégorie *Architecture résidentielle, ensemble d'habitations*, pour les habitations Jérôme-LeRoyer. Ce prix a été remis à Réal Paul, l'architecte de ces bâtiments, et à l'OMHM. Le prix est décerné par l'Ordre des architectes du Québec. Situées rue Notre-Dame Est, près du parc Clémentine-de-la-Rousselière, les habitations Jérôme-LeRoyer abritent dix-huit familles à faible revenu du quartier Pointe-aux-Trembles.

Les aspirants à la mairie ont une vision différente du transport et de ses coûts

ANDRÉ PÉPIN

■ Ce n'est pas 80 millions, mais plutôt 400 millions qu'il faudrait investir pour relier Repentigny au centre-ville, via les voies ferrées existantes, soutient le maire Jean Doré, répliquant hier au projet de train électrifié de son adversaire Pierre Bourque, de Vision Montréal.

«Pour relier les deux points, il faut doubler la vieille ligne, traverser 16 passages à niveau, construire des gares. Et si cette ligne passe par le port, c'est la paralysie des activités portuaires, principalement pour Cast, à proximité du tunnel», plaide Jean Doré, accusant son adversaire de lancer une idée sans en évaluer correctement les coûts.

«Il faut relancer l'économie de Montréal. Je ne suis pas un expert en transport, mais je sais qu'il faut récupérer les lignes qui sont offertes en vente, dès cette semaine. Le chemin de fer, depuis toujours, est à la base de notre développement», rétorque le chef de Vision Montréal, M. Pierre Bourque.

Les deux principaux aspirants à la mairie étaient face à face, hier soir, pour débattre de la question à l'invitation de Transport 2000, organisme indépendant qui se donne pour mission de réfléchir et d'influencer les décisions politiques sur les modes de transport.

Le chef du Parti des Montréalais, M. Jérôme Choquette, participait également à ce débat au centre Saint-Pierre-Apôtre, rue Panet, devant un modeste auditoire.

Pour le maire sortant Jean Doré, la réalisation du projet Bourque serait «inutile et inefficace», en raison des coûts énormes qu'il suppose, mais également parce que ce circuit viendrait doubler les lignes d'autobus existantes et le métro qui entreprend son service à la hauteur de Honoré-Beaugrand. «Au mieux, votre train électrique mettrait vingt minutes de plus que les services existants pour joindre le centre-ville», a dit M. Doré, faisant tout depuis quelques jours pour démolir les engagements de son principal rival à la mairie. Les sondages d'opinions, rappelés, mettent Doré et Bourque



Pierre Bourque

à égalité dans les intentions de vote.

Le financement

M. Doré a par ailleurs été cinglant au sujet du financement à long terme du transport en commun dans la grande région métropolitaine.

«Québec s'est retiré du financement pour 200 millions. Montréal n'a tout simplement plus les moyens de financer des liaisons avec Deux-Montagnes ou Rigaud. Il faut reprendre les discussions à ce sujet, comme le souhaite d'ailleurs le nouveau ministre des Transports, M. Jacques Léonard», soutient Jean Doré.

Contrairement aux villes de banlieue où seulement 10 p. cent des citoyens n'ont pas d'automobile, plus de 40 p. cent des Montréalais n'ont que le transport en commun pour se véhiculer. Les trois principaux candidats, Doré, Bourque et Choquette, admettaient hier soir que le gouvernement du Québec doit tenir compte de cette situation et reprendre le financement des installations. D'autant plus, soutient Pierre Bourque, que le nombre d'usagers est en constante diminution d'un p. cent par année.

Le maire Doré rappelle de son côté que la part du budget municipal pour ce service est passée de 75 à 170 millions, depuis 1992, à cause du désengagement de Québec. Malgré cette décision politique, poursuit-il, le coût du trans-



Jérôme Choquette



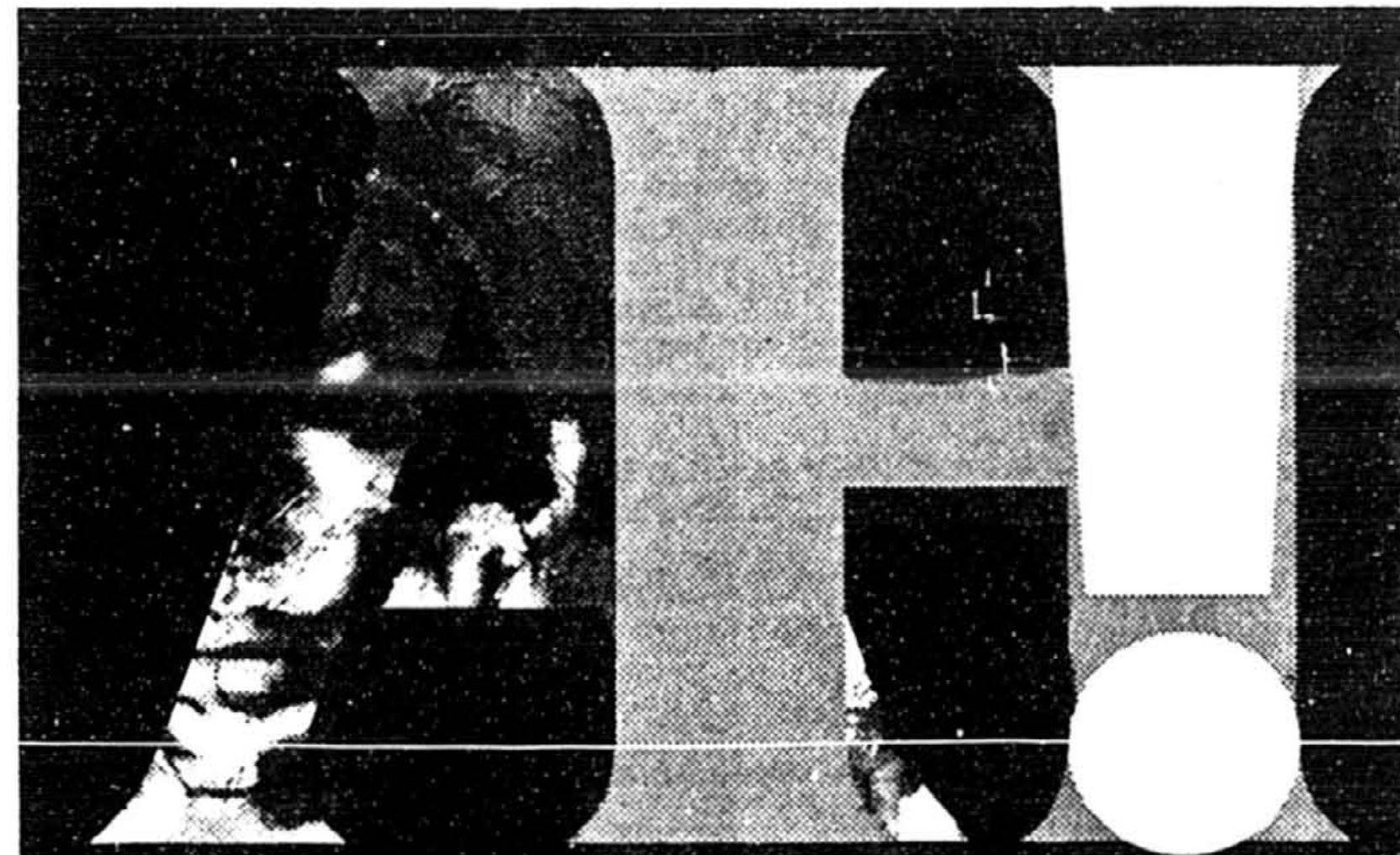
Jean Doré

port en commun, pour l'usager, est «encore le meilleur en Amérique du Nord».

M. Doré, s'il est réélu maire dimanche prochain, entend «brasser Québec» à ce sujet, indiquant que la STCUM doit maintenant investir 400 millions pour remplacer ou réparer ses installa-

tions. Des travaux sont déjà entrepris dans les tunnels du métro.

Le coloré Jérôme Choquette, du Parti des Montréalais, revient de son côté avec l'idée du péage sur les autoroutes urbaines, une façon pour lui de rendre justice aux utilisateurs du transport en commun.



LES CHANCEUX
Ils gagnent le nouveau roman d'Arlette Cousture



Les gagnants recevront une copie dédicacée du livre d'une valeur de 24,95 \$ plus 2 laissez-passer pour le

SALON DU LIVRE DE MONTRÉAL

Voici les chanceux d'aujourd'hui :

M. Demers de Victoriaville	no 200193D04
Mme Bernier de Pont-Viau	no 202003B10
M. Languedoc de Montréal-Nord	no 210910L22
Mme Scott de Beaconsfield	no 210924S06
M. Lemieux de Montréal	no 211202L02
Mme Messier de Boucherville	no 222676M07
M. Olivier de Lachine	no 231021O00
Mme Delorme de Chomedey	no 238843D00
M. Thibodeau de Blainville	no 243013T00
Mme Nicol de Valleyfield	no 272235N01
M. Desautels de Chambly	no 274210D10
Mme Jacquemin de Châteauguay	no 280130J00
Mme Fontaine de Varennes	no 284219F01
Mme Trudeau de Sainte-Julie	no 286804T04
M. Fittes de Montréal	no 237455F01

Jusqu'au 12 novembre, nous publierons quotidiennement les noms de 15 abonnés de *La Presse*.

Ces chanceux recevront le livre d'Arlette Cousture ainsi que deux billets pour le Salon du livre de Montréal.

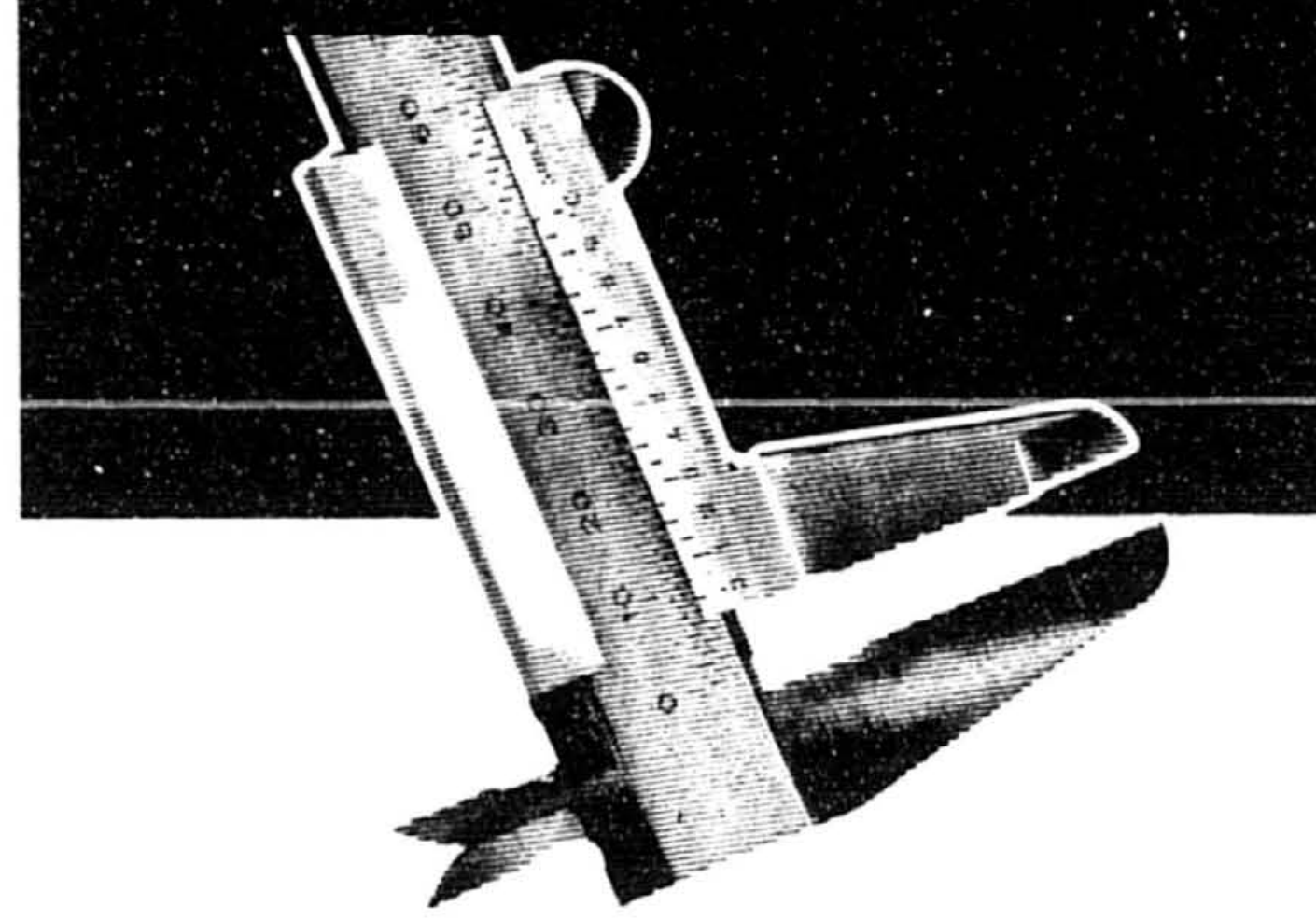
La valeur totale des prix offerts est de 6,651 \$. Les règlements sont disponibles à *La Presse*.

Pour «participer» il suffit de s'abonner à

La Presse

285-6911

FREINEZ VOS DÉPENSES.



BMW présente les forfaits «Plein de bon sens».

Votre concessionnaire BMW vous offre maintenant un forfait «Plein de bon sens» sur le remplacement des plaquettes de freins des modèles BMW des années passées. Ce forfait à prix fixe* comprend les services d'une main-d'œuvre qualifiée et des pièces certifiées BMW. Tout inclus dans un seul bas prix. Pour en savoir plus, consultez votre concessionnaire BMW dès aujourd'hui. Vous arrêter ailleurs? Ça n'aurait tout simplement pas de bon sens.

Remplacement des plaquettes de freins avant.

Série 3 Modèles des années 1984 à 1991.	Série 5 Modèles des années 1985 à 1988.	Série 6 Modèles des années 1977 à 1988.	Série 7 Modèles des années 1978 à 1988.
147,50 \$*	159,50 \$*	159,50 \$*	159,50 \$*

*Le prix peut être plus bas si le remplacement est effectué conjointement avec une inspection de service recommandée. Le concessionnaire peut vendre pour moins. Taxes en sus. Offre valable uniquement chez les concessionnaires BMW autorisés participants. Veuillez noter que le remplacement des capteurs d'usure est compris dans ce prix. Cependant, il peut être nécessaire de remplacer ou de resurfer les disques de freins, ce qui serait alors facturé séparément.

Montréal
Canbec Automobiles Inc.
4090, rue Jean-Talon Ouest
Montréal
731-7871

Laval
Boulevard St-Martin Auto Inc.
1430, boul. St-Martin Ouest
Chomedey, Laval
667-4343/Mtl 343-3412

Banlieue Ouest
Automobiles Jalbert Inc.
16710, Route Transcanadienne
Kirkland
695-6662/343-3413

Rive Sud
Park Avenue BMW
8755, boul. Taschereau Ouest
Brossard, Rive Sud 445-4555
Montréal 875-4415

LE PLAISIR DE CONDUIRE.



Les Oeuvres de
Marie-Eve Larivière

"Je vous invite tous à ne pas rester indifférents face aux différents problèmes reliés à la violence et à m'aider à vaincre ce terrible fléau"

Marie-Eve Larivière

Les Oeuvres de Marie-Eve Larivière
40, Chemin Bates, Bureau 211
Outremont (QC) H2V 1A8

Tél.: (514) 277-8737
Téléc.: (514) 277-4624

PARSIFAL
Collection
or 18 ct / acier ou tout acier.



RAYMOND WEIL
GENÈVE
LE TEMPS CRÉATEUR

CHÂTEAU D'IVOIRE
DEPUIS 1978
2020, de la Montagne, Montréal (Québec) 845-4651

Mgr Turcotte s'attend à se faire «tirer la pipe»

YANN PINEAU

■ L'archevêque de Montréal, Mgr Jean-Claude Turcotte, s'attend à se «faire tirer la pipe» par ses neveux et nièces et à faire «rigoler» le reste de sa famille après son élévation à la dignité de cardinal annoncée dimanche par le pape Jean-Paul II.

«Les gens de ma famille regardent ça passer et rigolent de moi, surtout parce que je ne suis pas le genre à attacher de l'importance à ces choses-là», a confié le nouveau cardinal lors d'une conférence de presse. Contrairement à son prédécesseur, le cardinal Paul Grégoire, Mgr Turcotte n'a pas rencontré les médias dans le Salon rouge de l'archevêché pour parler de sa nomination. Il a toutefois précisé qu'il utilisera ce salon à l'occasion pour recevoir des personnalités.

Mgr Turcotte sera introduit au Collège des cardinaux, à Rome, le 26 novembre, en même temps que 29 autres ecclésiastiques. À ce titre, il fera partie des 120 cardinaux ayant le droit de voter lors d'une élection papale.

«J'espère que je n'aurai pas à me prévaloir de mon droit de vote», a dit Mgr Turcotte, qui revient d'un synode des évêques qui s'est tenu à Rome pendant le mois d'octobre. J'ai pu constater que le Saint-Père est en grande santé, même s'il marche lentement et avec l'aide d'une canne.

Âgé de 58 ans, évêque depuis 12 ans, Mgr Turcotte s'est demandé s'il avait commis un impair lorsqu'il a été convoqué par le secrétaire du pape, vendredi dernier. À son grand soulagement, il a plutôt appris que le pape sollicitait son accord pour le nommer cardinal.

Hier, le prélat a assuré que son accession au cardinalat ne réduirait pas son implication au sein de la communauté montréalaise et a exprimé sa gratitude envers le pape pour la confiance dont il l'honore. Sa tâche consistera à faire partie de différents comités et à aider le pape à gérer l'Église.

La nouvelle responsabilité de Mgr Turcotte devrait l'éloigner de Montréal environ un mois par an. «C'est l'aspect le plus ennuyeux pour quelqu'un qui n'aime pas voya-

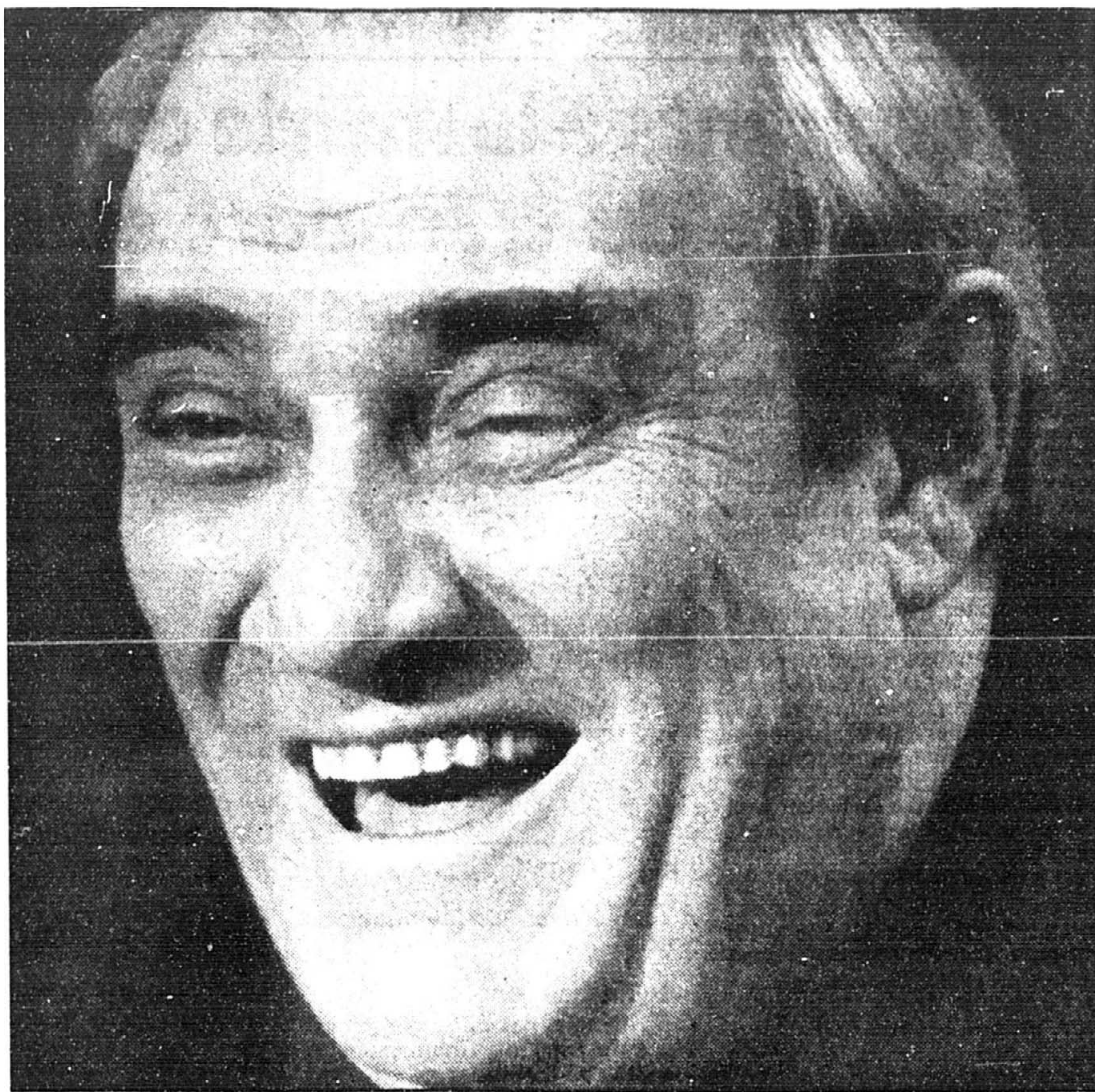


PHOTO CP

Mgr Turcotte se verrait mal affublé du «gros chapeau rouge» d'autrefois.

ger, a-t-il dit. L'aspect intéressant est que l'expérience d'ici va pouvoir servir à l'Église universelle.

Mgr Turcotte entend continuer à s'intéresser au problème de la pauvreté et à celui de la promotion de la femme. Il a toutefois souligné que, selon lui, l'ordination des femmes n'est pas pour demain. «La place des femmes n'est pas un problème d'Église, c'est un problème de société, a indiqué le cardinal. Nous devons changer les mentalités.»

Mgr Turcotte ne compte pas non plus être plus agressif sur la question de la pauvreté: «L'agressivité n'est pas mon style, je suis un homme de concertation», a-t-il remarqué.

Interrogé sur ses chances de devenir pape

un jour, Mgr Turcotte a éclaté de rire: «Pour gérer l'Église, il faut parler plusieurs langues. Je parle français, je baragouine l'anglais et je comprends l'italien. Ça prend quelqu'un de préparé!»

Anticipant la cérémonie du 26 novembre, Mgr Turcotte note que «le pape ne donne plus le gros chapeau de cardinal mais, une barrette rouge et une bague. Heureusement, car le chapeau nourrissait les mythes (mites)... dans tous les sens du terme!»

Le 26 novembre, le cardinal de Montréal apprendra aussi de quelle Église romaine il deviendra le protecteur. Il espère que, comme dans le cas du cardinal Grégoire, il s'agira de celle des Saints-Martyrs canadiens.

Les résidents d'Oka se croisent les doigts

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

■ Les deux communautés habitant Oka se croisent les doigts, espérant que le ministre de la Sécurité publique ait dit vrai et que la Sûreté du Québec viendra déloger une fois pour toutes la quinzaine de voyous qui y sèment la terreur depuis 1990 avec des rafales de mitraillettes le jour et la nuit.

Un proche collaborateur du ministre Serge Ménard a déclaré qu'effectivement une vaste opération policière aura lieu avant les Fêtes. Il n'a cependant pas voulu en dire davantage.

Du côté de la communauté autochtone de Kanesatake, des résidents ont dit avoir hâte de ne plus être pointés du doigt quand ils se rendent au restaurant ou vont faire des emplettes dans le village ou la paroisse et même à l'extérieur de la région. Ils espèrent aussi que très bientôt leurs enfants pourront jouer comme tous les autres sans voir près d'eux des délinquants passer à toute vitesse en automobile et tirer des rafales de mitraillettes, tout cela sans que la police n'intervienne.

Chez les Blancs, c'est à peu près les mêmes propos. Et ils ont hâte de dormir des nuits complètes, chose impossible à cause des détonations et des cris de pneus.

«Les véritables Mohawks veulent vivre en paix. Ceux qui font du trouble ne sont qu'à moitié amérindiens. Ce sont toujours les mêmes», a dit une femme autochtone.

Un porte-parole du grand chef du conseil de bande de Kanesatake, Jerry Peltier, a fait savoir qu'aucun commentaire ne sera émis pour le moment sur la déclaration du ministre Ménard donnant carte blanche à la police provinciale pour déloger les fauteurs de troubles.

Il n'y a pas que les résidents d'Oka qui se réjouissent des propos du ministre de la Sécurité publique. Le président de l'Association des policiers provinciaux, Jocelyn Turcotte, applaudit lui aussi Serge Ménard.

«Finalement, le gouvernement nous demande de faire notre travail. Mais j'espère que la direction de la SQ va tenir compte des erreurs du passé. Je pense que le gouvernement doit permettre de faire venir près d'une communauté amérindienne les deux blindés transporteurs de troupes appartenant à la SQ», a précisé M. Turcotte.

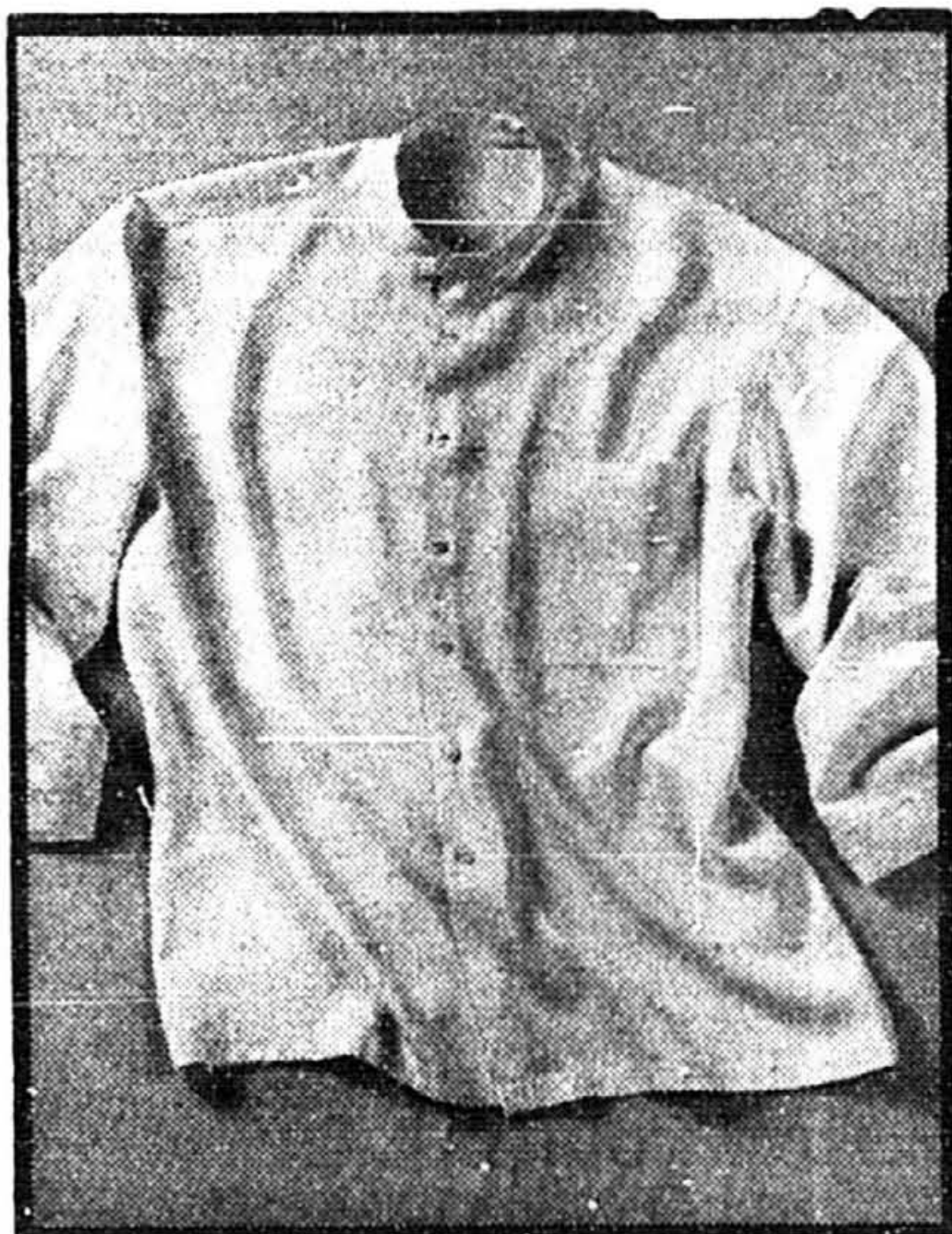
Pour ce syndicaliste, la direction de la SQ a commis des erreurs en 1990 qui ont coûté la vie au caporal Marcel Lemay, et elle doit agir maintenant avec prudence et doigté. «Il y a eu, poursuit-il, une mauvaise opération et j'espère que la SQ en a tiré une leçon.»

M. Turcotte a aussi parlé de l'armée. «Tout dépendra de la taille de l'opération. Je pense que la SQ doit agir comme lorsqu'elle va déloger des voleurs de banque ou des individus qui tiennent des personnes en otage. Il ne sont qu'une quinzaine au maximum. Si jamais l'armée est nécessaire, qu'elle soit demandée», a conclu le président du syndicat des 4500 agents provinciaux.

Par ailleurs, Travaux publics Canada a déjà signé 33 offres d'achat avec les 75 propriétaires «du sud de la 344» dans le quartier Kanesatake, qui demandaient depuis des années que le gouvernement fédéral rachète leur maison.

Le directeur pour le secteur d'Oka, Claude Vermette, a expliqué que le processus se poursuivait normalement et que les 42 autres propriétaires avaient été rencontrés. Il se pourrait que certains de ces résidents puissent quitter leur maison avant les Fêtes.

Holt Renfrew recommande...



La chemise de pyjama en soie...



et le pantalon de pyjama en soie, le tout à 150 \$



Le caleçon en soie à 40 \$



Le pyjama long en soie à 175 \$

Les pyjamas, peignoirs et caleçons à 100 % soie côtelée passée dans un bain de sable sont offerts en crème ou noir dans les tailles petites à extra-larges.



HOLT RENFREW

SHERBROOKE ET DE LA MONTAGNE, 842-5111 • ROCKLAND, 738-3500 • FAIRVIEW, POINTE-CLAIRE, 694-6310
Nos magasins sont ouverts le lundi au mercredi jusqu'à 18 h, le jeudi et vendredi jusqu'à 21 h, le samedi jusqu'à 17 h et le dimanche de midi à 17 h.

Le covoiturage réduit les dommages.

RMQA

La Presse

Regroupement montréalais pour la qualité de l'air

Nous Achetons Les bijoux

Nous évaluons et achetons les bijoux de familles ou de personnes depuis plus de 20 ans. Nous sommes réputés pour offrir le meilleur prix et payer sur-le-champ. Que vous ayez un seul bijou ou toute une collection à offrir, venez en discuter avec nous.

Thompson & Whetstone Ltée. 289-9761
1117 rue Ste-Catherine O. bur. 900 Montréal

RABAIS SUBSTANTIELS

du 31 octobre au 30 novembre
SUR NOS DERNIÈRES JETTA 94 À QUI LA CHANCE !



Le chef de file VW à Laval

Arbours
Auto Ltée

700, BOUL. DES LAURENTIDES, LAVAL
Tél.: 343-3422

L'agresseur choisissait ses victimes au terminus de la STL

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

■ Un mécanicien de 35 ans, qui a agressé sexuellement quatre jeunes filles à leur descente d'autobus, a été condamné hier, à Laval, à 10 ans de pénitencier après avoir reconnu sa culpabilité.

Me Geneviève Dagenais, qui agissait pour le ministère public devant le juge Micheline Dufour, a expliqué que cette sentence était adéquate et qu'il fallait prendre en considération que le

prévenu était en détention préventive depuis six mois.

Elle a ajouté que dans un premier temps Laurier Prescott avait accepté de ne pas subir d'enquête préliminaire, ce qui a évité aux jeunes filles — deux âgées de 16 ans et deux autres majeures — de venir raconter les sévices qu'elles ont subis de la part de Prescott à leur descente d'un autobus de la Société de transport de Laval (STL).

En reconnaissant sa culpabilité avant que son procès ne commence, Prescott a une autre fois évité

aux jeunes femmes de comparaître.

Les actes pour lesquels Prescott a enregistré un plaidoyer de culpabilité ont été commis entre le 27 novembre 1993 et le 31 mars dernier. Il choisissait sa victime au moment où elle montait à bord d'un autobus de la STL, au terminus de la rue Lajeunesse. Quant elle descendait, il la forçait — en une occasion armé d'un couteau, et trois fois, après avoir simulé l'être —, à monter dans son automobile. L'agression avait lieu dans le véhicule, stationné dans un coin noir.

Dans son enquête, la police de Laval a été grandement aidée par une femme, chauffeur d'autobus à la STL. Cette femme avait remarqué, sur le quai d'embarquement du terminus, un individu qui regardait étrangement une jeune fille.

Une fois au volant de son autobus, elle a vu dans le rétroviseur qu'une auto suivait. Elle a fait en sorte que l'auto la dépasse afin de relever le numéro d'immatriculation.

Puis, à l'angle du boulevard Saint-Martin et de la rue MacNamara, la jeune fille visée est des-

cendue et la femme chauffeur a vu l'auto en question prendre la même direction que la passagère. L'employée de la STL a alerté la police. Cette fois, la jeune fille n'a pas été attaquée.

L'identité du propriétaire du véhicule a été connue peu de temps après. L'auto a été une autre fois aperçue près du terminus et a été filée par des policiers. L'homme a été arrêté à son travail.

Par la suite, il a été formellement identifié par ses victimes. Lors de sa comparution, tout cautionnement lui avait été refusé.

La tante a-t-elle vraiment vu ce qu'elle a cru voir?

YVES BOISVERT

■ Au procès pour agression sexuelle du chirurgien Marc Bissonnette, qui reprenait hier après une pause de 10 jours, la défense a poursuivi toute la journée le contre-interrogatoire de la tante de la présumée victime.

Bissonnette, 39 ans, est accusé d'avoir agressé sexuellement une jeune femme de 28 ans sous anesthésie, le 6 juillet 1993, sur la table d'opération de sa clinique de l'est de Montréal, après avoir pratiqué sur elle une augmentation mammaire. L'homme est radié provisoirement de sa corporation professionnelle depuis le 2 février 1994.

La tante et la mère étaient allées chercher la jeune femme à la clinique après l'opération, vers 22 h. En longeant l'immeuble, pour se diriger vers l'entrée de la clinique, elles ont eu le choc de voir que les stores vénitiens de la salle d'opération étaient mal fermés. Elles ont aperçu le médecin recoudre les seins de la jeune femme, puis elles l'ont vu la violer, a dit la tante (c'est en fait la cousine de la mère).

Hier, l'avocat de Bissonnette, Me Pierre Poupart, a continué son contre-interrogatoire très pointu de la tante, un des deux témoins-clé de la Couronne.

Il en est ressorti que jamais cette femme de 51 ans n'a vu le pénis du médecin en érection complète (il n'était pas non plus tout à fait au repos, a-t-elle dit). Elle a aussi précisé qu'elle était presque de dos au médecin au moment où, selon elle, il violait la jeune femme, toujours sous l'effet de l'anesthésie.

Selon la tante, le docteur Bissonnette, après avoir recousu les seins de sa patiente, s'est absenté brièvement, a enlevé son masque de chirurgien et son bonnet, et

est revenu nettoyer le corps de la jeune femme, le pénis sorti de son pantalon. Après avoir fini de nettoyer la patiente, il l'a tirée au bout de la table d'opération et l'a violée, dit-elle.

Elle ne voyait pas non plus les mains du médecin ni le bas du corps de sa nièce, au moment où elle croit qu'il la pénétrait. Elle dit qu'il n'a pas enlevé ni baissé

son pantalon, mais seulement remonté sa veste de chirurgien.

Me Poupart, par ses questions, a tenté de mettre en doute l'acuité visuelle de ce témoin. En décomposant en petites tranches le récit de la tante, il a essayé de lui faire dire qu'elle doutait de ce qu'elle avait vu. A-t-elle vu le poil pubien du médecin avant ou après avoir vu le pénis? « En

même temps », a répondu le témoin, qui ne s'embarrasse pas de nuances sémantiques.

Me Poupart a demandé au témoin s'il n'est pas exact qu'à première vue, elle n'en a pas cru ses yeux. « Je l'ai très bien vu! J'ai très bien vu ce qu'il a fait », a-t-elle répliqué. Elle a admis ne pas se souvenir des « petits détails », mais « ce qui est arrivé », a-t-elle dit, elle s'en souvient parfaitement.

Reprenant des passages de témoignages précédents, l'avocat a tenté de faire dire au témoin qu'au moins au début, quand elle a aperçu le pénis du médecin « à l'air », elle n'était pas certaine de ce qu'elle voyait. Sans succès.

Le contre-interrogatoire se poursuit ce matin. Le prochain témoin sera la mère de la présumée victime, qui elle aussi a assisté à la scène via la fenêtre.



20 995\$* GMC
Safari SLX 1995

Modèle redessiné

■ Moteur 6 cylindres de 190 chevaux

■ Boîte automatique 4 rapports électronique avec surmultipliée

■ Climatiseur

- Radiocassette AM/FM stéréo avec 6 haut-parleurs
- Sac gonflable
- Freins antiblocage (ABS) aux 4 roues
- Glaces teintées foncées
- Lave-glaces électriques
- Régulateur de vitesse
- et beaucoup plus!

Personne ne vous en offre autant!

GENERAL MOTORS
GARANTIE TOTAL
1 AN / 100 000 KM

GMC Assistance
ROUTIERE 24

*Offre réservée aux particuliers et s'appliquant aux véhicules neufs 1995 en stock comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Photo à titre indicatif seulement. Préparation incluse. Transport (820 \$) et taxes en sus. **Selon la première éventualité. Tous les véhicules neufs GMC 1995 sont couverts par la garantie GM Total. L'Assistance Routière est offerte sur les modèles GMC 1995. Durée: 3 ans ou 60 000 km, selon la première éventualité. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails. L'Association marketing des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec.



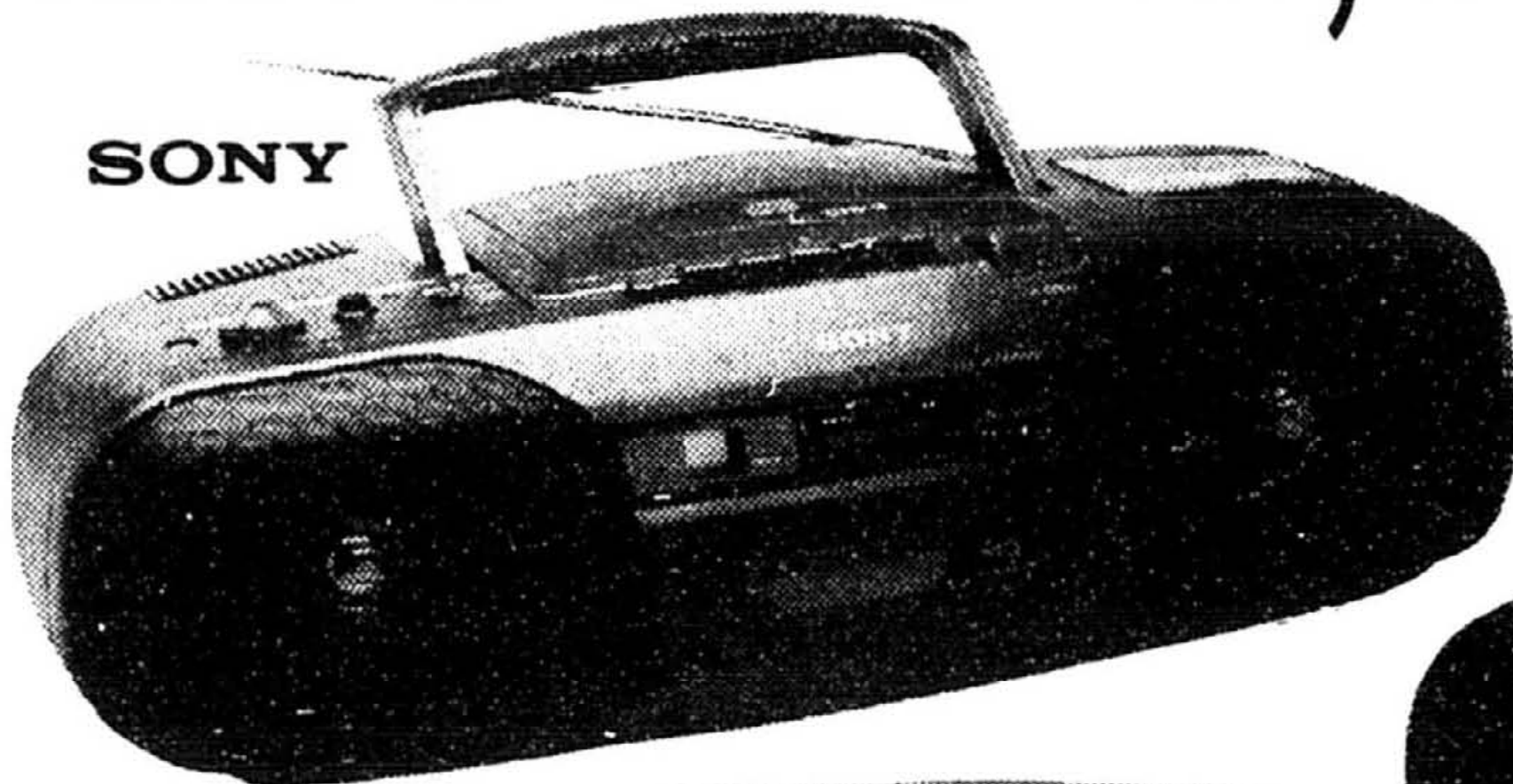
Vous
fréquentez
la jungle
urbaine?

Sauvez comme la fourmi, dansez comme la cigale!

17995

Lecteur CD SONY CFD-8 avec magnétophone et AM/FM stéréo. Convertisseur N/A 1 bit, suréchantillonnage 8x et départ de copie synchronisé. Parfait pour la chambre, le chalet ou pour emporter en voyage. 1418104

SONY



19995

Portatif Panasonic RX-DS15 AM/FM stéréo avec lecteur CD et magnétophone. Programmation de 16 plages, système d'accentuation des graves XBS, enregistrement 1 touche et puissance de 15 watts. 1418162

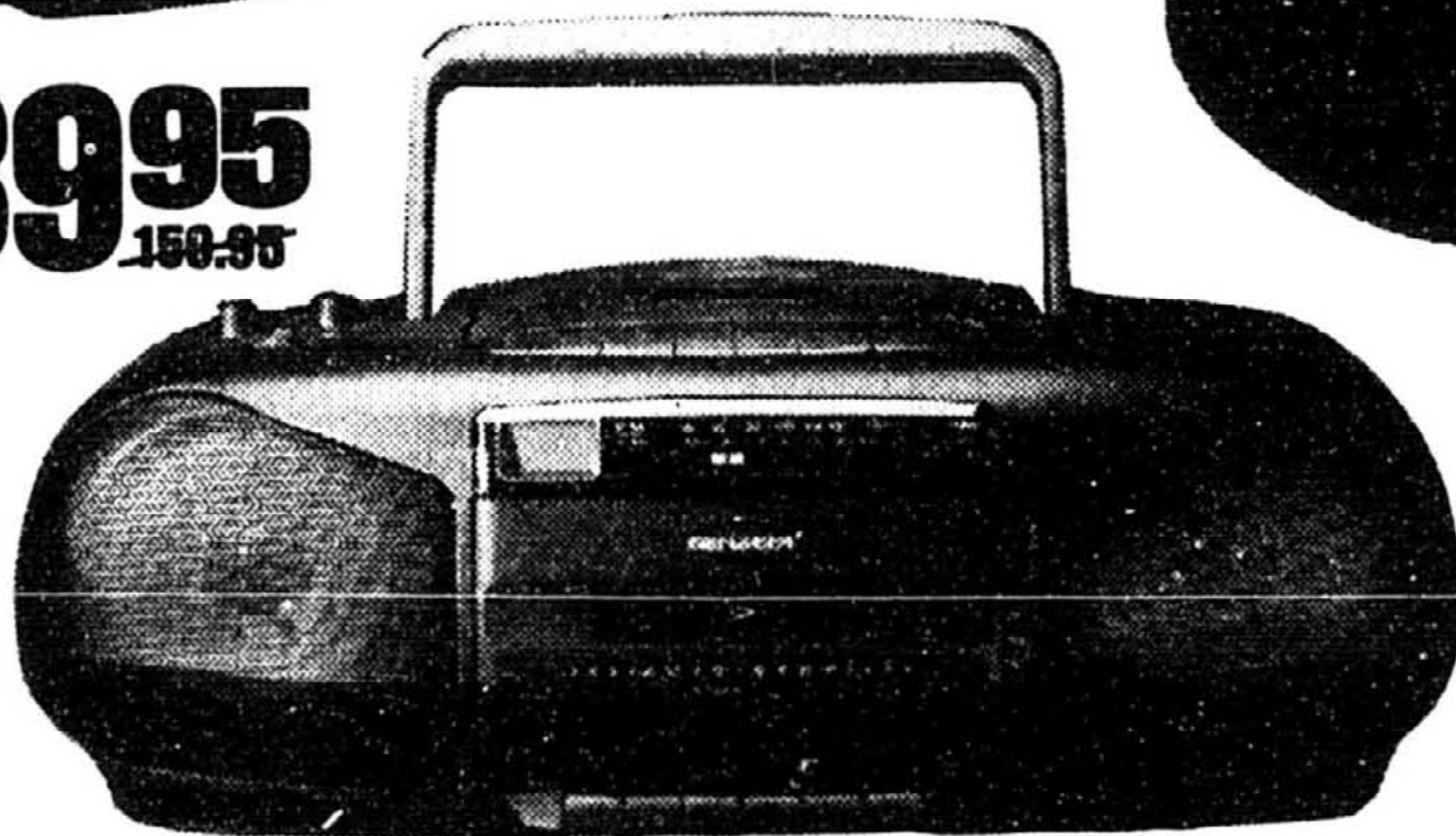
Panasonic

rabais \$20
17995
~~199.95~~

Lecteur CD avec AM/FM/cassette et programmation de 21 pistes. Deux platines avec lecture continue et copie à grande vitesse. Correcteur 3 gammes. Qté ltée, aucune commande différée. 14-8003

rabais \$20
13995
~~159.95~~

Lecteur CD avec AM/FM et magnétophone à arrêt automatique. Programmation de 20 pistes. Quantité limitée, aucune commande différée. 14-8002



rabais \$3
1695
~~19.95~~

Lecteur personnel SCP-215 à prix abordable avec casque d'écoute léger compris. 14-9238



KOSS
4995

Lecteur personnel PP112 AM/FM stéréo avec inversion automatique, correcteur 3 gammes, agrafe de ceinture et casque d'écoute léger. 1418092



17995

Lecteur CD Sony D-133 Discman avec Mega Bass, adaptateur CA, pile rechargeable, et casque d'écoute. 4218133

SONY



24995

Lecteur CD Sony D-232 Discman avec fonction ESP de 3 s., Mega Bass, adaptateur CA, pile rechargeable et casque d'écoute. 4218134



3995

Ensemble adaptateur pour brancher un lecteur CD portatif au lecteur de cassette de votre voiture. 12-8201



1995

Monture CDM50CI pour installer un lecteur CD portatif dans une voiture. Empêche les petits sauts dus aux cahots. 12-8202

RIEN À PAYER AVANT 90 JOURS
Sur achats de plus de \$250 faits avec une carte de crédit Radio Shack. Demandez les détails.

Radio Shack
L'endroit totalement branché



DEMANDEZ LA VÔTRE! Une carte de crédit Radio Shack vous permet de faire vos achats sans tarder. Nous indiquons les prix de détail réels sans les taxes applicables. Nous rejetons toute responsabilité relative aux erreurs photographiques ou typographiques. Le magasin ou détaillant Radio Shack le plus proche est dans les pages blanches.

Expire le 12 nov. 94



Psychologue controversé à un congrès d'éducateurs du primaire

ÉRIC CLÉMENT

La polémique rebondit au Québec entre la psychologie traditionnelle et celle qui intègre la spiritualité, à l'occasion du congrès de l'Association québécoise des éducateurs et éducatrices du primaire, où un psychologue non reconnu par la corporation prononcera la conférence d'ouverture.

La Corporation des psychologues a été étonnée que ce soit M. Frédéric-André Hurteau qui ouvre les débats du 7^e congrès de l'AQEP, le 24 novembre à Québec.

«Il est assez étrange qu'une association aussi sérieuse que

l'AQEP engage quelqu'un qui ne soit pas accrédité par une association professionnelle», a dit Mme Diane Côté, porte-parole de la corporation. Toutefois, la corporation ne veut pas se prononcer sur la qualité des activités de M. Hurteau, qui a ouvert un Centre de psychologie transpersonnelle à Saint-Sauveur.

«On se fie à lui mais s'il y a des plaintes, on fera enquête», dit Mme Côté. Même s'il n'est pas membre, il a droit de pratiquer car la profession n'est pas réglementée. L'Office des professions confirme que la profession de psychologue est «à titre réservé». Il y a en effet déjà eu des enquêtes sur les cours de croissance personnelle et tout ce qui touche à la

psychologie transpersonnelle, une pratique qui tient compte du côté mystique.

Pour M. Frédéric-André Hurteau, toute cette chicane n'est due qu'à l'ignorance. Il a obtenu une maîtrise en psychologie transpersonnelle en bonne et due forme à l'université JFK de Californie en 1983. Et il présente des conférences régulièrement à l'étranger. «Comme Luc Joret, M. Hurteau?» Le psychologue controversé a l'habitude de ce genre de remarques. D'ailleurs, lors d'une récente conférence donnée à Grenoble, dès que l'on a su qu'il était Québécois, il a eu droit à des allusions à l'Ordre du temple solaire.

Selon M. Hurteau, la polémique provient d'une pure guerre

de clochers. Il y a ceux qui prêchent la psychologie traditionnelle et les autres. «C'est comme pour l'acupuncture il y a quelques années, dit-il. Aujourd'hui, qui oserait la décrier? Tout ce qui est spirituel et intuition fait peur à la corporation alors que mon courant existe depuis 20 ans aux États-Unis et s'en vient progressivement ici.»

Il y aurait même des psychologues québécois qui font du transpersonnel sans s'en vanter, craignant d'être radiés par leur corporation.

Pour établir sa crédibilité, M. Hurteau avance qu'en septembre 93, il a participé au congrès *Le processus de guérison par-delà la souffrance et la mort*, dont le

conférencier d'ouverture était le Dalai Lama. «C'est un médecin de l'hôpital Saint-Luc, le docteur Luc Bessette, qui l'avait organisé et des départements de médecine de Montréal, Québec et Ottawa étaient présents. Mais pas la Corporation des psychologues.»

M. Hurteau reconnaît qu'il existe des charlatans en psychologie transpersonnelle. Selon lui, la psychologie traditionnelle fait trop appel à la raison et oublie le côté intuitif et créatif de notre personnalité. Il rappelle qu'aux États-Unis et en France, les chefs d'entreprise suivent de plus en plus des stages où on les invite à des rituels.

M. Denis Pelletier, docteur en psychologie qui prononcera la

conférence de clôture de l'AQEP, estime «qu'il existe effectivement une psychologie transpersonnelle sérieuse et des charlatans».

L'AQEP a-t-elle fait un bon choix? «Je crois qu'il faut replacer les craintes dans les circonstances actuelles, alors qu'on a vu des employés de la fonction publique être bernés par Luc Joret», dit M. Pelletier.

En tout cas, l'AQEP a cru faire le bon choix puisque ce sont les dix membres de son conseil d'administration qui ont décidé d'inviter M. Hurteau l'an dernier, sans même lui demander son curriculum vitae, ni le rencontrer, a confirmé hier Mme Jacinthe Asselin, directrice du comité du congrès.

Financement des garderies: le groupe de travail amorce sa tournée à Hull

LIA LÉVESQUE
Presse Canadienne

Mine de rien, le groupe de travail sur le financement des services de garde, mis sur pied par le gouvernement péquiste, amorce ses travaux ces jours-ci.

La création de ce comité avait été annoncée le 7 octobre par la ministre responsable de la Famille et de l'Office des services de garde à l'enfance, Mme Pauline Marois, lorsque qu'elle avait accordé aux travailleuses de garderie l'augmentation de salaire souhaitée, pour le reste de l'exercice budgétaire.

Pour la suite, c'est un groupe de travail qui devait formuler des recommandations.

C'est jeudi à Hull que le comité commencera sa tournée du Québec, avant d'aller à Drummondville, Longueuil, Montréal, Québec, Rimouski et Laval. Tout ça d'ici le 24 novembre, en présence des gens des régions et des délégués régionaux nommés par le premier ministre Jacques Parizeau. Et le comité devra également tenir des audiences pour écouter des groupes nationaux, de même que les garderies à but lucratif.

Après avoir entendu tout ce beau monde, les membres du comité se réuniront entre eux pour établir des consensus, sur les problèmes constatés et sur les solutions à proposer au gouvernement.

Le mandat porte à la fois sur le mode de financement des services de garde — subventions de fonctionnement, tarifs chargés aux parents, aide gouvernementale aux parents — et sur la rémunération des travailleuses.

Avec quel argent?

Il appartiendra au comité de trouver une solution de financement ingénieuse, puisque les moyens de l'État sont limités et ceux des parents autant, sinon davantage.

Obstacle prévisible à l'horizon: les propositions du comité doivent théoriquement s'en tenir au budget actuel, en plus des 6,5 millions ajoutés par le gouvernement péquiste.

«Ca n'empêche pas le groupe de faire d'autres propositions mais, dans un premier temps, le gouvernement entend garder ça dans ce cadre-là», précisait en entrevue Mme Sylvie Charbonneau, de l'Office des services de garde.

Le représentant de la CSN au sein du comité, M. Yves Rochon, semble croire qu'il pourra difficilement éviter de recommander d'injecter des fonds supplémentaires pour la rémunération des travailleuses. «Si le constat c'est que ça prend plus que ça, soumettez vos hypothèses et le conseil des ministres évaluera», rapportait M. Rochon.

La ministre Marois attend le rapport final le 17 janvier, mais la Presse canadienne a appris que le conseil des ministres a sollicité un prérapport dès le 27 décembre. Le gouvernement veut régler ce problème qui traîne depuis plus de deux ans et qui a attiré la sympathie populaire pour les travailleuses en garderie.

Avec la dernière augmentation annoncée, le salaire des éducatrices en garderie à but non lucratif devait atteindre 11,30 \$ l'heure.

C'est l'Office des services de garde qui coordonne le groupe de travail, composé de représentants du milieu des services de garde, comme Concertation interrégionale des garderies, la CSN, l'Association des services de garde en milieu scolaire et une association d'agences de services de garde en milieu familial.

Denise Soucy-Brousseau en conflit d'intérêts à la tête de la CECM?

MICHÈLE OUMET

Denise Soucy-Brousseau, présidente d'un nouveau parti politique sur la scène scolaire, le COURS, est en «conflit d'intérêts flagrant» car elle intente une poursuite contre la CECM tout en espérant occuper de nouveau le fauteuil du président à la suite des élections du 20 novembre.

C'est du moins ce qui ressort des discussions que *La Presse* a eues avec des avocats spécialisés en droit scolaire.

«Si Mme Soucy-Brousseau devient présidente de la CECM, elle serait en flagrant conflit d'intérêts car elle pourrait privilégier un règlement hors cour en sa faveur», explique Me Delpha Bélanger.

«La loi ne peut pas empêcher Mme Soucy-Brousseau d'occuper le poste de présidente et il n'y a pas de jurisprudence là-dessus», explique de son côté Me Serge Carpentier, secrétaire général à la Commission scolaire Val-Mauricie à Shawinigan.

Par contre, ce conflit d'intérêts est tout à fait légal. L'article 176 de la loi sur l'instruction publique prévoit qu'un commissaire n'a qu'à dénoncer son intérêt par écrit pour que tout devienne légal.

Lorsque Denise Soucy-Brousseau était présidente de la CECM, elle a été accusée de fraude et d'usage de faux à la suite du remboursement d'une facture de 390 \$ au restaurant



Denise Soucy-Brousseau

Le Castillon pour un repas qu'elle disait avoir pris avec l'ex-ministre de l'Éducation Michel Pagé.

Elle a été acquittée et lavée de tout soupçon. Elle a alors décidé de poursuivre la CECM et le directeur général de l'époque, Laurent Portugais, en dommages et intérêts pour la somme de 272 000 \$.

Selon Me Bélanger, «le Conseil des commissaires pourrait même payer les frais d'avocat de Mme Soucy-Brousseau et ce serait légal en autant qu'elle dénonce ses intérêts, s'abstien-

ne de discuter et de voter sur cette question», précise-t-il.

«L'article 176 est tellement large, explique de son côté Me Alain Guimont, avocat à la Fédération des commissions scolaires du Québec. La loi autorise le conflit d'intérêts en autant qu'il y ait dénonciation. Bref, dès qu'on dénonce, la notion de conflit d'intérêts disparaît.»

Selon Robert Cadotte, porte-parole du MÉMO, le parti de l'opposition à la CECM, les «mœurs politiques sont invraisemblables».

Robert Cadotte rappelle que Denise Soucy-Brousseau a déjà demandé le remboursement de ses frais d'avocat (10 300 \$) au Conseil des commissaires lors de la séance du 16 décembre 1992. Mise au courant de la loi, elle a dénoncé ses intérêts et demandé à un commissaire ami, Jean-Guy Deschamps, de reprendre la proposition à son compte. Le MÉMO a demandé le dépôt de la proposition qui a finalement été reportée aux caendes grecques.

«Si le parti de Denise Soucy-Brousseau remporte les élections, n'importe qui pourra proposer qu'elle se fasse rembourser ses frais d'avocat, affirme Robert Cadotte. Tout ce qu'elle aura à faire, c'est dénoncer ses intérêts et bingo, tout sera légal!»

«J'ai intenté une poursuite parce que j'avais gagné mon procès, dit Denise Soucy-Brousseau. Celle qui a le moins de pouvoir là-dedans, c'est moi. Je suis exclue de tout débat et je ne peux faire aucune demande.»

LA «PLACE» POUR UNE HONDA

Enfin un paiement TOUT INCLUS!

TAXES, TRANSPORT, PRÉPARATION INCLUS

sur la nouvelle ACCORD 1995

ACCORD COUPÉ LX 316\$ PAR MOIS		ACCORD BERLINE LX 336\$ PAR MOIS
ACCORD BERLINE EX 360\$ PAR MOIS	RABAIS DE FIN DE SAISON SUR NOS 1994	ACCORD BERLINE EXR 434\$ PAR MOIS

* Utilisation 48 mois. Comptant ou échange 2 000\$. Allocations de 50 000 km, 50 km excédentaire. Aucune obligation d'achat à la fin du bail.

700, boul. Labelle, Blainville (aut. des Laurentides, sortie 25)
435-1122 / 875-1920

La nouvelle Golf 1995

199 \$*

POUR 36 MOIS

Transport et préparation incl.
Radio-cassette incl.
Alarme incl.
Verrouillage central incl.
et beaucoup plus...

LES AUTOMOBILES Popular MONTREAL

* Location-bail V.C.I. basée sur la Golf CL 2 portes et boîte manuelle 5 rapports avec versement comptant de 2 650 \$ ou reprise équivalente. Allocation de 20 000 km par année, 10 \$ le km excédentaire. Loyers de 199 \$, dépot de garantie de 250 \$, frais d'immatriculation et taxes applicables sur le versement comptant et la première mensualité sont payables à la livraison. Valeur résiduelle de 7 100 \$ garantie. Option en sus. Sujet à l'approbation du crédit par V.C.I. Offre valide jusqu'au 15 novembre 1994.

5441, rue St-Hubert, Montréal Tél.: 274-5471

25 % DE RABAIS SUR LES COUVERTS EN ARGENT STERLING DE BIRKS ET PLAQUÉ REGENCY

Notre collection complète de couverts et de pièces de service Birks est actuellement en solde.

Couvert de 5 pièces à déjeuner
Sterling en solde à partir de 333,75 \$
Regency en solde à 101,25 \$

BIRKS

1240, SQUARE PHILLIPS, 397-2511 • CENTRE FAIRVIEW POINTE-CLAIRE, 697-5180 • CENTRE ROCKLAND, 341-5426
CARREFOUR LAVAL, 688-3431 • MAIL CHAMPLAIN, BROSSARD, 465-3350 • PROMENADES ST-BRUNO, 461-0011

L'OFFRE ANNIVERSAIRE D'ADT FAIT FACILEMENT...

LE BONHEUR DES UNS

Système de base câblé, installation comprise, pour seulement **299 \$.**

Surveillance **GRATUITE** jusqu'en 1995.

Tranquillité d'esprit.

24 heures sur 24, tous les jours de l'année.

GARANTIE

«100 % sans soucis»

LE MEILLEUR

système de sécurité électronique en Amérique du Nord.*

120 ANS

d'expérience dans la protection de résidences et de commerces.

ADT
SYSTÈMES DE SÉCURITÉ

1 800 567-5675

JACK TÉLÉPHONIQUE EN SUS. CONTRAT DE SURVEILLANCE REQUIS. L'OFFRE EST VALABLE DANS UN RAYON DE 40 KM D'UN BUREAU ADT. *SOURCE: ROBB REPORT, JUIN 1994.

ANDRÉ CÉDILOT

Presse Canadienne

Marque déposée de VIA Rail Canada Inc. TM Marque de commerce de VIA Rail Canada Inc.

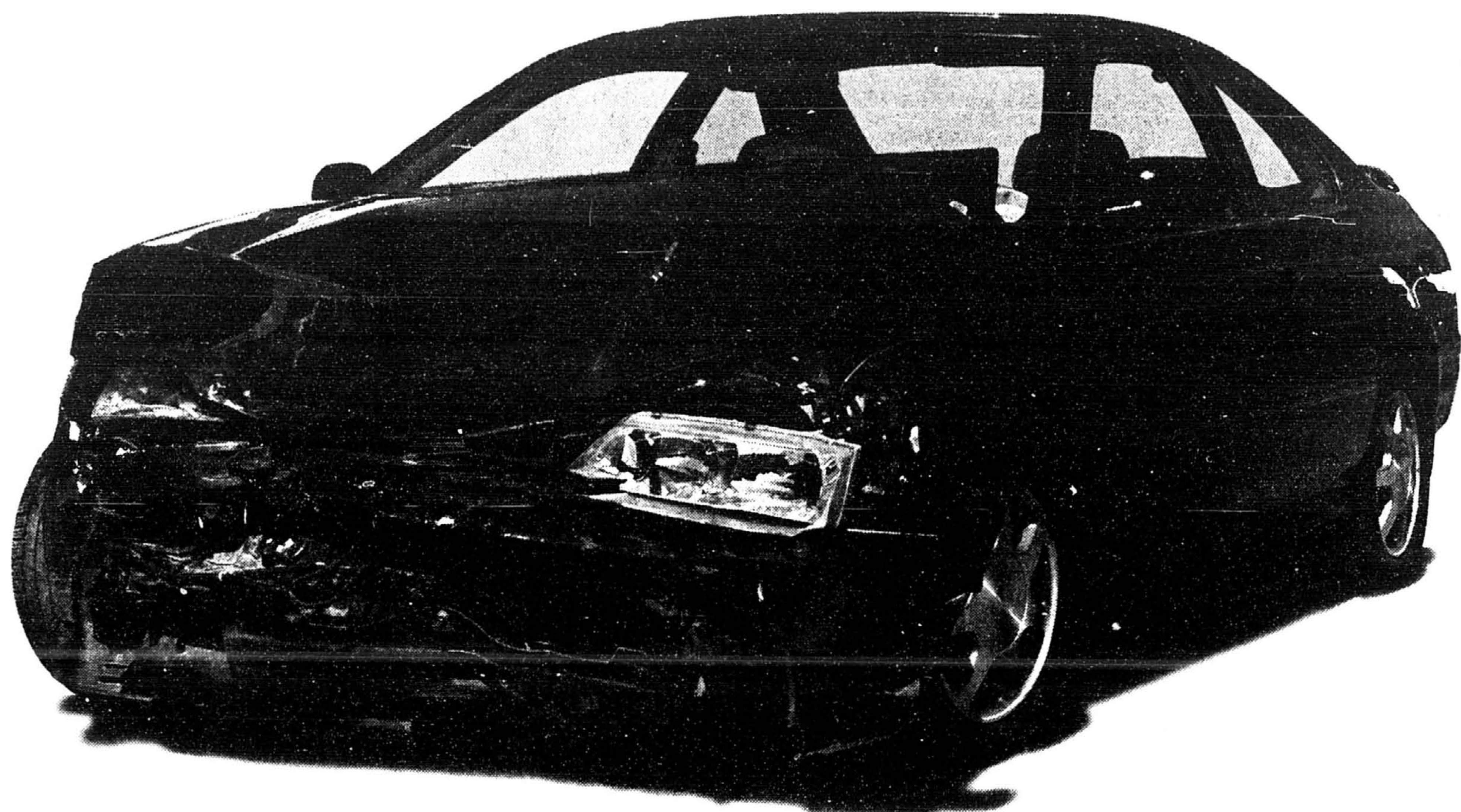
QUÉBEC • MONTREAL • OTTAWA • KINGSTON • TORONTO • LONDON • WINDSOR • QUÉBEC • MONTREAL • OTTAWA

• QUÉBEC • MONTRÉAL • OTTAWA • KINGSTON • TORONTO

• LONDON • WINDSOR • QUÉBEC • MONTRÉAL • OTTAWA

KINGSTON • TORONTO • LONDON • WINDSOR • QUEBEC • MONTREAL • OTTAWA • KINGSTON • JOHNIC • LONDON

WINDSOR · QUEBEC · MONTREAL · OTTAWA · KINGSTON · TORONTO · LONDON · WINDSOR · QUEBEC · MONTREAL · OTTAWA · KINGSTON · TORONTO



Heureusement, cette voiture était équipée de deux coussins gonflables, d'une cage de sécurité et de l'option Bonne route.

*L'option Bonne route** est un forfait qui vous assure jusqu'à **40% d'économie** sur 6 protections supplémentaires à toute épreuve pour votre assurance auto Desjardins.

- **Aucune** franchise à payer en cas de délit de fuite.
- **Aucune** franchise à payer en cas de perte totale.
- **50 000 \$** de protection sur tout véhicule que vous louez ou empruntez.
Plus besoin de souscrire l'assurance complémentaire requise par les agences de location de voitures : des dizaines de dollars d'économie par semaine.
- **1 000 000 \$** d'assurance responsabilité civile.
Quand on sait qu'à l'extérieur du Québec les poursuites en responsabilité civile pour dommages corporels peuvent atteindre des centaines de milliers de dollars, il vaut mieux prévenir.
- **15 000 \$** d'assurance-vie pour vous et votre conjoint.
- **1 500 \$** sans limite quotidienne pour les frais de transport en cas de perte d'usage de votre véhicule à la suite d'un

accident ou d'un sinistre couvert.

Cette garantie couvre aussi bien la location d'une auto que les déplacements en taxi ou par transport en commun.

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec un agent à votre caisse Desjardins ou téléphonez maintenant au

1 800 567-2423.

*Des conditions d'admissibilité s'appliquent et certaines garanties sont assujetties à des limitations et des exclusions.



**Assurances générales
des caisses Desjardins**



Desjardins L'incroyable force de la coopération.

Un évadé dangereux pourrait se terrer dans la région de Montréal

MARCEL LAROCHE

■ Évadé depuis deux semaines d'un pénitencier fédéral de l'Ontario où il purgeait une peine d'emprisonnement à perpétuité pour meurtre, l'ex-policier de la CUM, Serge Damien, pourrait bien se terrer quelque part dans la région de Montréal.

Damien, considéré comme dangereux par la Sûreté du Québec, est en cavale depuis qu'il a réussi avec un compagnon de cellule à escalader avec une échelle

le mur de la prison à sécurité moyenne de Bath, près de Kingston, en Ontario.

Depuis cette double évasion survenue vers 20 h le mercredi 19 octobre dernier, les policiers n'ont pu retrouver la trace de Serge Damien et de son complice Allan Kinsella, deux détenus condamnés à la prison à vie pour meurtre. Les fugitifs étaient armés d'un couteau lors de leur évasion.

Damien avait défrayé les manchettes judiciaires il y a plus de 13

ans après avoir été appréhendé par les policiers de la SQ de Hull relativement au meurtre crapuleux de Darquise Cyr, la gérante de la caisse populaire de Val-des-Bois, près de Buckingham, en Outaouais.

La femme de 47 ans, mère de deux enfants, avait été sauvagement assassinée à coups de masse sur la tête, le 23 avril 1981, par deux individus qui s'étaient enfuis avec un montant de 41 515 \$ contenu dans le coffre-fort de la caisse.

Damien, un policier de la CUM démis de ses fonctions depuis 1979, connaissait bien la victime puisqu'il était responsable de la sécurité à la caisse populaire de Val-des-Bois.

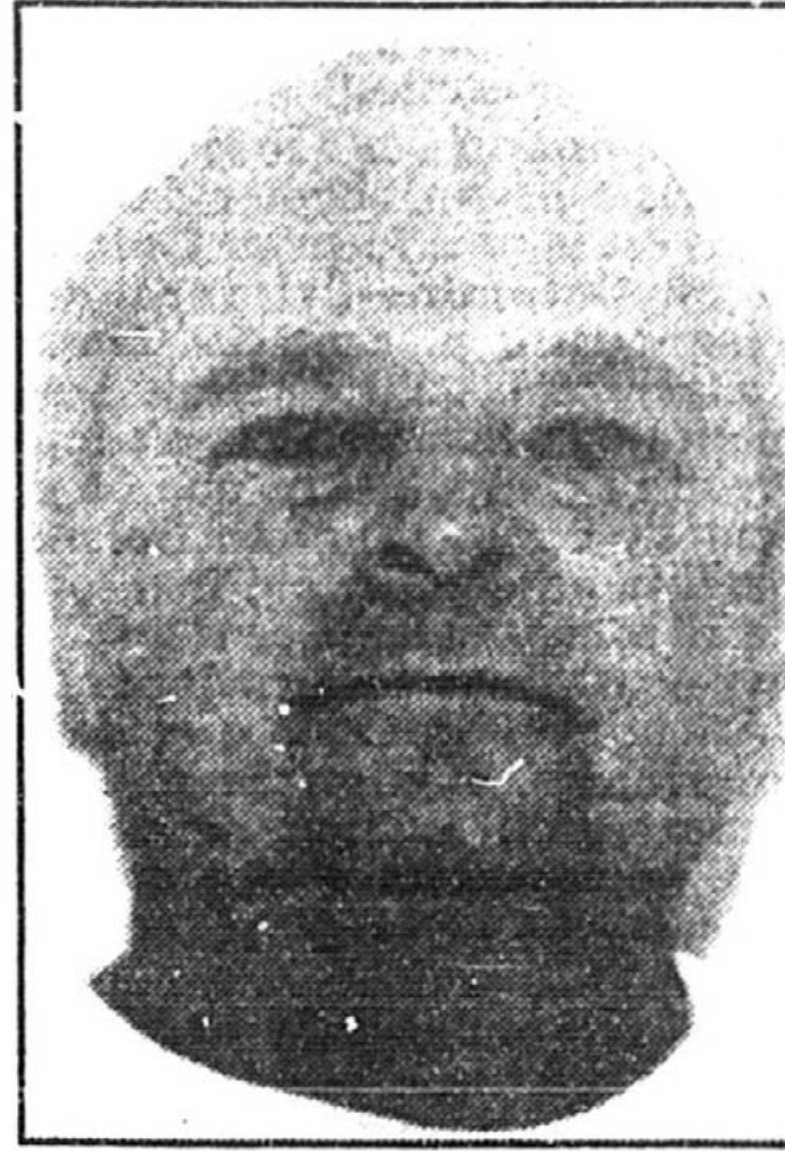
Au terme de deux procès, Serge Damien avait finalement été re-

connu coupable du meurtre prémédité de Darquise Cyr, et condamné le 22 juin 1982 à l'emprisonnement à perpétuité.

Quant à Allan Kinsella, il purgeait depuis 1978 une peine d'emprisonnement à perpétuité, avec un minimum de 25 ans fermes, pour le meurtre de Ken Kaplinski, un employé de motel de Barrie, en Ontario.

Après avoir purgé 16 ans de prison, Kinsella s'était adressé l'été dernier à la Cour suprême du Canada dans le but d'obtenir une révision de son dossier, une procédure qui avait aussitôt été rejetée par le plus haut tribunal du pays.

Lors de leur évasion, Serge Damien et Allan Kinsella étaient tous deux détenus au pénitencier ontarien de Bath, dans la région de Kingston. Damien avait dû



Serge Damien, ex-policier

être transféré dès le début de sa condamnation dans cette prison à sécurité moyenne, par mesure de sécurité et surtout pour le soustraire aux autres détenus qui ne prennent guère ce genre d'individus.

Serge Damien, qui a eu 49 ans le 16 octobre dernier, pourrait bien se terrer quelque part au Québec, ou même dans la région de Montréal où il a vécu pendant plusieurs années. Le fugitif mesure 1,81 m (5 pieds 11 pouces), pèse environ 89 kilos (196 livres), a les cheveux gris et les yeux bleus gris.

Toute information pouvant conduire à l'arrestation de Serge Damien peut être transmise en confidence aux membres de l'Unité de localisation d'individus de la SQ de Montréal, au (514) 598-4060, ou au superviseur de la SQ, au 598-4242.

Coupable d'une tentative d'extorsion de 49 000 \$

YVES BOISVERT

■ Après trois jours de délibération, le jury a déclaré Roman Wusaty coupable d'avoir tenté d'extorquer 49 000 \$ à un avocat criminel réputé de Montréal.

Wusaty, 34 ans, de Roxboro, est un ancien bagagiste d'un transporteur aérien, congédié en 1993 pour insubordination et absentéisme.

Entre les mois de décembre 1992 et février 1993, Wusaty a fait vivre l'enfer à cet avocat dans la quarantaine, en menaçant de le liquider s'il ne lui versait pas 49 000 \$ (puis 60 000 \$). L'avocat ne connaissait pas Wusaty.

Wusaty a placé 14 appels anonymes chez l'avocat et lui a envoyé de nombreux communiqués. «On te tuera avant le Nouvel An si tu n'exécutes pas nos instructions... On l'a déjà fait auparavant», etc.

L'avocat, qui fréquente les tribunaux depuis plus de 20 ans, et qui s'y comporte d'ordinaire avec grande assurance, s'était effondré lors de son témoignage devant le jury, le mois dernier, lors du procès. En larmes, il a raconté l'énorme tension que lui et sa famille ont vécue.

Ayant mis la police dans le coup dès le départ, l'avocat (son nom, pour des raisons de sécurité, est frappé d'une interdiction de

publier) faisait enregistrer toutes ses conversations téléphoniques. Les appels anonymes de menaces étaient tous enregistrés, pendant les trois mois du chantage.

Le 24 février 1993, sur l'ordre de Wusaty, l'avocat dépose un paquet de faux billets de banque dans une station service de Dorval. Les policiers viennent le cueillir dans sa voiture. Wusaty prétend d'abord avoir «trouvé» les billets. On devait par la suite confirmer que c'était son écriture qui se retrouvait sur les communiqués. Des gens qui le connaissent ont aussi reconnu sa voix sur les enregistrements de ses appels de menaces.

L'accusé, qui se défendait seul, a reconnu au procès avoir menti à

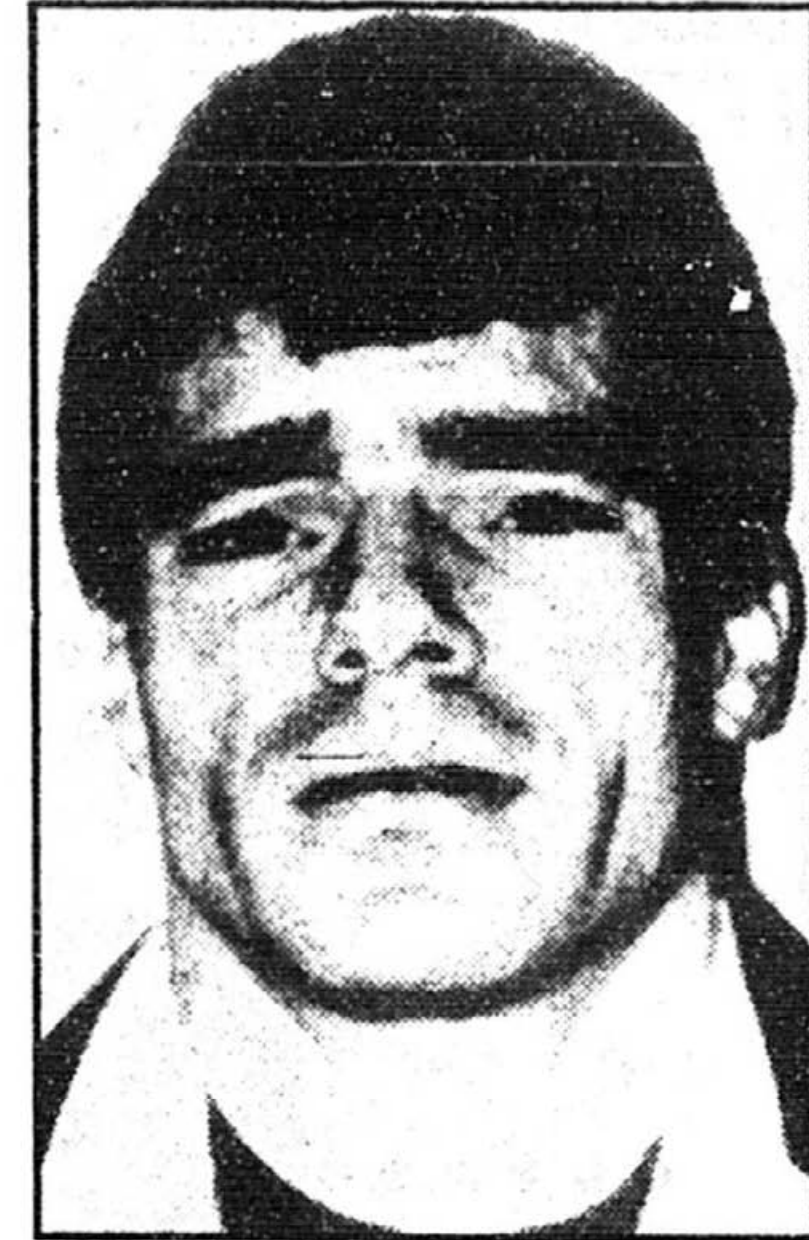
l'enquête préliminaire et s'est contredit à de nombreuses reprises.

Forcé de reconnaître sa voix sur les enregistrements téléphoniques, Wusaty a tenté de convaincre le jury que c'est l'avocat qui avait monté toute l'affaire pour se «faire de la publicité».

Il ne fut manifestement pas cru. Le juge Paul-Marcel Bellavance, de la Cour supérieure, qui présidait le procès, a fait incarner l'accusé dès que le verdict est tombé, samedi, au palais de justice de Montréal. Wusaty et la Couronne (Me Lucie Dufresne) plaideront demain quant à la peine à imposer à cet homme sans antécédent judiciaire.



Les évadés Raymond Albert et Gerhard Polak



PHOTOS AP

Huit otages pour pouvoir «aller dans un pays chaud»

AP
BONN

■ Deux malfaiteurs armés ont pris huit otages hier, dont deux policiers, après avoir commis un hold-up dans une banque. Quelque 500 membres des forces de l'ordre et un hélicoptère ont participé à la poursuite entamée en début de journée, qui se poursuivait au début de la nuit d'hier à aujourd'hui.

hier soir, une femme et deux hommes, l'un de ces derniers souffrant d'une blessure par balle, étaient toujours aux mains des deux ravisseurs. Les six autres otages, parmi lesquels les deux policiers et deux enfants, ont quant à eux été libérés dans le courant de la journée.

Les gangsters, qui se sont évadés le 10 octobre dernier de la prison Fuhlbuettel à Hambourg, ont pris durant un temps la direction de Dresde, puis de Berlin, sans jamais quitter la moitié est de l'Allemagne.

Au cours de leur fuite, retransmise par plusieurs chaînes allemandes, une conversation téléphonique a été établie entre la police et l'un des otages, une femme, qui a demandé aux forces de l'ordre de cesser leur poursuite.

Elle a également précisé que son mari, lui aussi prisonnier des ravisseurs, avait été légèrement blessé par balle. Les ravisseurs ont fait une courte halte dans un hôpital de la ville de Gotha où il a pu recevoir des soins.

Plus tard, une vingtaine d'heures après le début de leurs prises d'otages à répétition, les deux braqueurs se sont à nouveau arrêtés, à Erfurt, où une ambulance les a rejoints pour prodiguer de nouveaux soins au prisonnier blessé.

«Nous voulons que la police nous écoute et cesse immédiatement de nous poursuivre», a exigé la femme otage lors de sa liaison téléphonique diffusée en direct par la chaîne de télévision RTL2. «Cela pourrait nous conduire à un désastre.»

Le quotidien «Bild» a quant à lui réussi à entrer en contact avec les malfaiteurs. Ces derniers ont affirmé détenir un couple de personnes âgées, l'une d'elles, un homme, ayant été blessé par la police lors d'un échange de coups de feu. «La police nous a tiré dessus et a touché l'un d'eux à l'avant-bras», a expliqué l'un des ravisseurs.

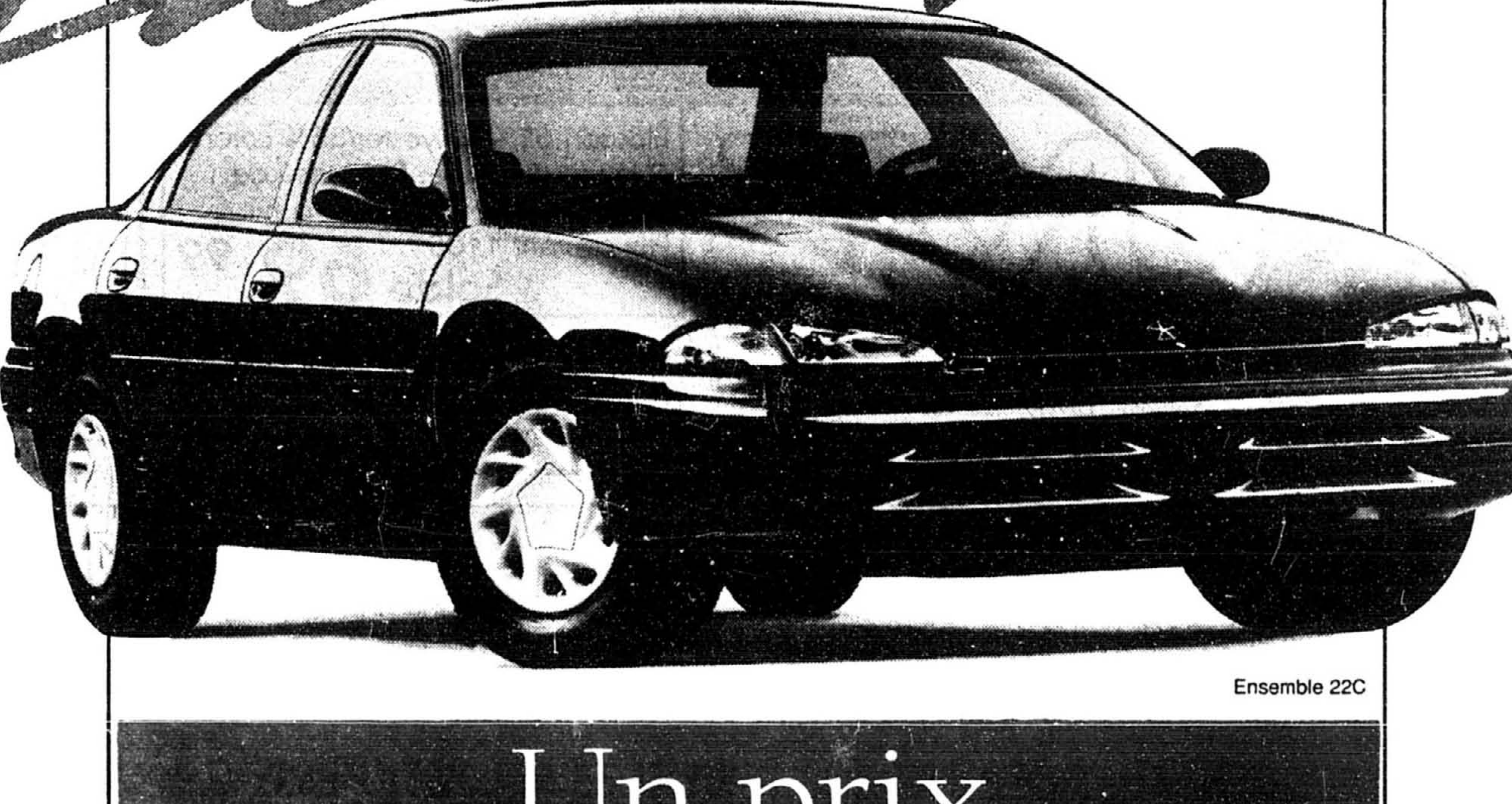
«Nous voulons nous rendre dans un pays chaud, en France ou en Espagne, a-t-il poursuivi. Nous disposons de quatre pistolets et de grenades. Si la police nous y pousse, tout explosera.»

Cette course-poursuite a commencé dans la nuit de dimanche à lundi à Stuttgart (sud de l'Allemagne) avec l'enlèvement de deux policiers. Les malfaiteurs, à bord d'un van Volkswagen immatriculé en France, se sont ensuite emparés d'une BMW pour se rendre à Fulda (210 km au nord) où ils ont volé 200 000 marks (165 000 \$ CAN) dans une banque en se servant de l'un des policiers comme bouclier.

Après le hold-up, ils ont volé une Mercedes puis ont libéré les policiers en les abandonnant dans le véhicule après avoir pris le contrôle d'une Audi. Ils ont ensuite pris trois autres personnes en otages, un homme et ses deux enfants, et se sont barricadés dans une maison à Hoetzelsroda (70 km à l'est de Fulda) avant de reprendre leur fuite avec leurs prisonniers.

Ils ont enfin laissé les deux enfants près de Eisenach avant de changer de véhicule et de prendre deux nouveaux otages, un homme et une femme.

Une réussite exceptionnelle!



Un prix exceptionnel!

Son design révolutionnaire à habitacle avancé, son empattement plus large, sa suspension indépendante aux quatre roues, son puissant moteur et son intérieur spacieux font de l'Intrepid une voiture d'un raffinement sans pareil, au confort et à la tenue de route inégalés.

CHRYSLER
INTREPID 1995

20 895\$*

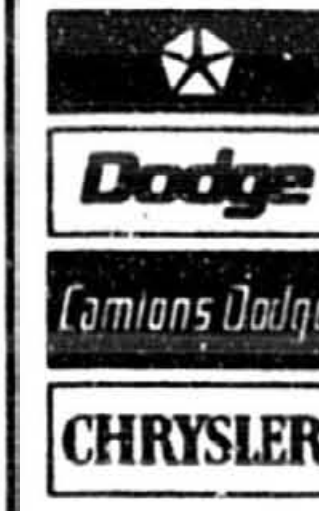
- Deux coussins de sécurité, côtés conducteur et passager
- Poutres latérales de portes
- Moteur V6 de 3,3 L
- Boîte automatique à 4 rapports
- Climatiseur
- Volant inclinable et régulateur de vitesse
- Radio-cassette AM/FM
- Rétroviseurs extérieurs chauffants à commande électrique
- Glaces et verrouillage à commande électrique

Association publicitaire des concessionnaires Chrysler Inc.

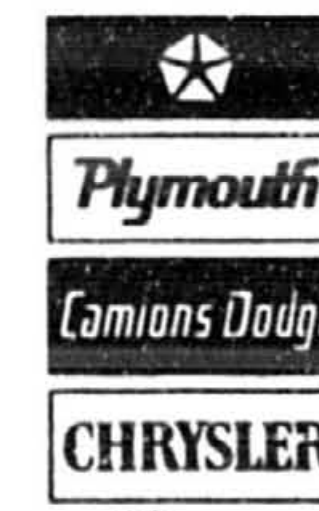
VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER.

QUELQU'UN DE FIABLE.

*Transport 760 \$, immatriculation, taxes et assurances en sus. Offre d'une durée limitée. Détails chez le concessionnaire.



Dodge
Camions Dodge
CHRYSLER



Phymouth
Camions Dodge
CHRYSLER

Adoption d'enfants par des homosexuels: la majorité s'y oppose

■ Une majorité de Canadiens estiment qu'on ne devrait pas permettre aux homosexuels d'adopter des enfants. Les résultats d'un sondage Gallup effectué récemment sur la question montrent que 57 p. cent des personnes

cent des répondants n'ont aucune opinion sur la question.

L'opposition à ce que les homosexuels puissent adopter des enfants est la plus forte en Ontario et en Colombie-Britannique. Vingt-quatre p. cent des Ontariens jugent qu'il faudrait permettre aux homosexuels d'adopter des enfants, tandis que 64 p. cent s'y opposent, et en Colombie-Britannique ces chiffres sont de 30 p. cent et 60 p. cent respectivement. Dans les provinces de l'Atlantique, au Québec et dans les Prairies, environ 34 p. cent croient qu'il faudrait permettre aux homosexuels d'adopter des enfants, et environ 50 p. cent s'y opposent.

Les enquêteurs de l'Institut Gallup ont demandé aux Canadiens s'ils croyaient que les ho-

mosexuels devraient ou ne devraient pas occuper certains emplois. Pour chaque emploi, il y a eu une augmentation constante du degré d'acceptation depuis 1992, qui avait déjà vu une augmentation importante du niveau d'acceptation par rapport à 1992. Les Canadiens sont moins opposés à ce que les homosexuels occupent des fonctions de vendeurs. Quatre-vingt-onze p. cent sont de cet avis au lieu de 82 p. cent en 1992 et de 72 p. cent en 1988.

Quatre-vingt-deux p. cent estiment que les homosexuels devraient pouvoir occuper des postes de député. Soixante-dix-neuf p. cent ne s'opposent pas à ce que les homosexuels soient dans les forces armées, et 74 p. cent à ce qu'ils soient médecins. Soixante-neuf p. cent des Canadiens pen-

sent qu'on devrait permettre aux homosexuels d'être gardiens de prison, et 62 p. cent d'être enseignants d'école primaire. L'emploi le moins accepté est celui de membre du clergé, cependant 60 p. cent des personnes interrogées pensent que les homosexuels devraient pouvoir être membres du clergé, alors que 44 p. cent expriment ce point de vue en 1988.

Plus de huit Canadiens sur dix (81 p. cent) jugent que la société accepte plus les homosexuels qu'il y a vingt-cinq ans.

Plus tôt cette année, l'Institut Gallup a demandé aux Canadiens d'exprimer leur point de vue sur les mariages entre des personnes du même sexe, et si les couples homosexuels vivant comme des personnes mariées devraient recevoir les mêmes avantages fis-

caux ou liés à l'emploi que les couples hétérosexuels mariés. Six personnes interrogées sur dix (60 p. cent) s'opposaient aux mariages entre personnes du même sexe (au lieu de 61 p. cent en 1992), tandis que 29 p. cent y étaient favorables.

L'opinion était plus divisée sur la question des avantages fiscaux. Quarante-neuf p. cent des répondants estimaient que les couples hétérosexuels devraient pouvoir recevoir les mêmes avantages fiscaux que les couples hétérosexuels mariés, tandis que 44 p. cent s'y opposaient.

Sur toutes les questions, les Canadiens jeunes, les femmes et les plus instruits appuient davantage les revendications des homosexuels. Plus précisément, 43 p. cent des répondants âgés entre 18

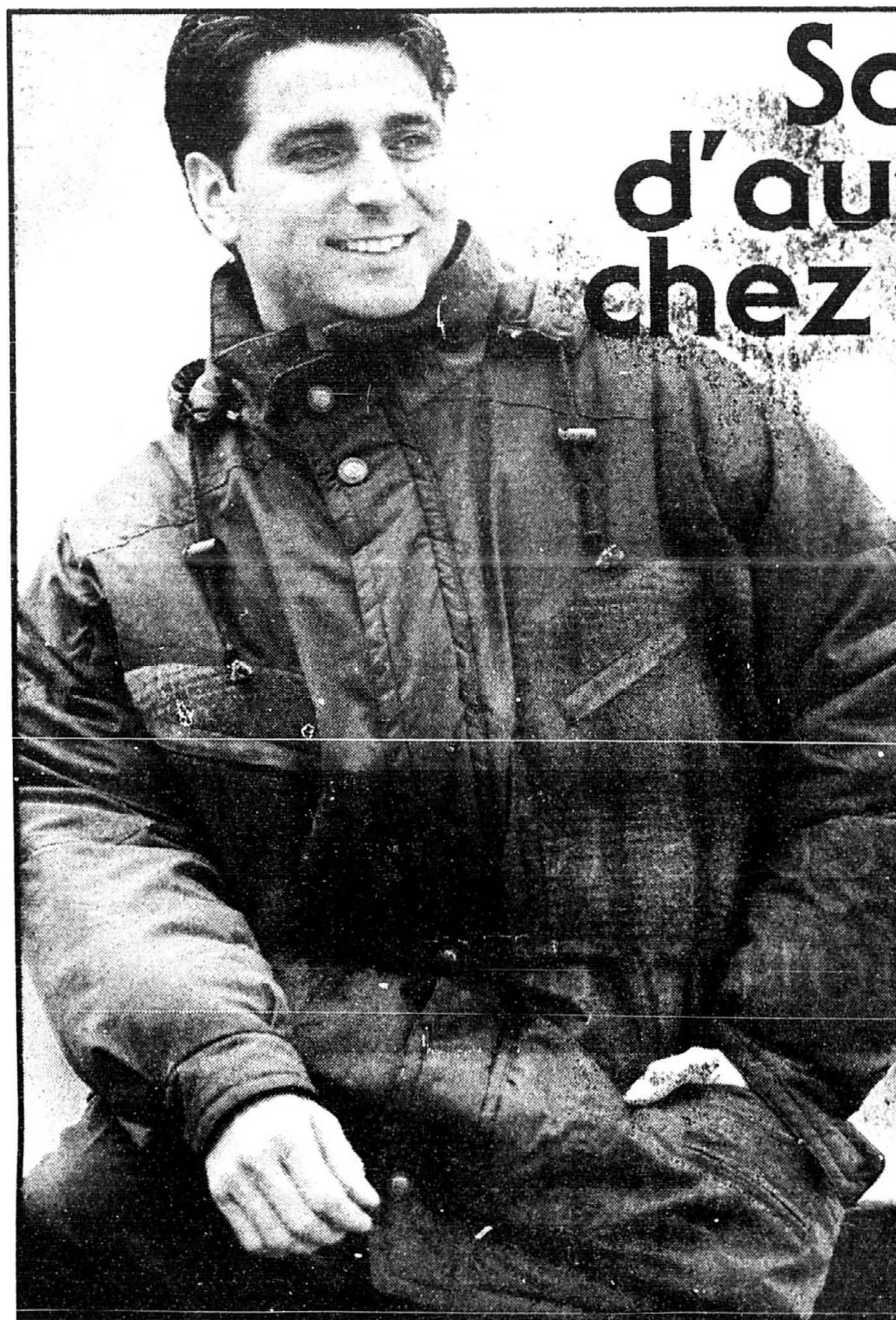
et 29 ans sont favorables à ce que les homosexuels adoptent des enfants.

Trente-quatre p. cent des Canadiens ayant fait des études universitaires croient que les homosexuels devraient être autorisés à adopter des enfants. Trente-six p. cent des femmes estiment que l'on devrait permettre aux homosexuels d'adopter des enfants.

Les résultats de ce sondage sont fondés sur des entrevues téléphoniques effectuées auprès de 1005 personnes entre le 3 et le 8 octobre. Un sondage fait sur un échantillon de cette taille comporte une marge d'erreur de 3,1 p. cent, 19 fois sur 20. Au Québec, 268 entrevues seulement ont été menées et la marge d'erreur se trouve portée à 6,0 p. cent, 19 fois sur 20.

SONDAGE GALLUP

interrogées s'opposent à ce que les homosexuels puissent adopter des enfants, au lieu de 56 p. cent en 1992, et de 67 p. cent en 1988. Trois Canadiens sur dix estiment par contre qu'on devrait permettre aux homosexuels d'adopter des enfants, par rapport à 31 p. cent l'année dernière et 25 p. cent en 1988. Treize p.



Solde d'automne chez Sauvé!

Manteau 3/4
70% polyester/30% coton.
Capuchon amovible. Vert forêt.
Tailles 36 à 46. Prix courant 195\$
Solde 149,99

Pantalon de gabardine
65% polyester/35% rayonne.
Choix de brun, marine ou noir.
Tailles 30 à 42.
Prix cour. 65\$
Solde 44,99



SAUVÉ

Galeries d'Anjou.....351-6810
Galeries Joliette.....752-0950
Complexe Desjardins.....281-1611

Carrefour Angrignon.....365-1070
Place Rosemère.....435-6160
Carrefour Laval.....681-9213
Centre Laval.....688-6292

Blouson 65% polyester/35% coton.
Chaud doublure. Rehaussé de
blocs de couleur. Tailles P à TG.
Prix courant 110\$
Solde 69,99

Promenades St-Bruno.....461-2832
Plaza St-Hubert.....273-6392
(6554 rue St-Hubert) Stationnement
à l'arrière rue Chateaubriand.



C'est... bien.

Des plats succulents servis en
généreuses portions par un
personnel charmant, c'est bien.
Mais, quand en plus les prix
sont alléchants, c'est

C'est vraiment très bien.

Vraiment très bien,
en effet, notre tout
nouveau souper!

SOUPER AUX LANGOUSTINES 9,95\$

Comprenant du bon pain chaud, des légumes frais, du riz et,
au choix, une soupe, une salade César ou les 60 régals de notre
table de crudités. Tous les soirs, pendant une période limitée.

Chez la Mère TUCKER

Rosbif • Fruits de Mer • Grillades

Centre-ville : 1175, place du Frère André 866-5525
Côte-de-Liesse : 6971, chemin Côte-de-Liesse 737-0092



SEULS LES LECTEURS DE LA PRESSE SAURONT QUEL PRIX VOUS AVEZ PAYÉ VOTRE 320i 1995.

SEULEMENT 396\$* PAR MOIS

N'allez surtout pas le répéter parce que vous allez faire des jaloux. Avec un tarif de location
aussi bas, 396 \$* par mois, rarement la BMW 320i n'aura été aussi abordable.
Mais hâtez-vous. Pour un temps limité, pour aussi peu que 396 \$* par mois, vous pouvez mettre
la main sur la voiture qui fait tourner toutes les têtes.
Passez vite chez un des concessionnaires BMW du Grand Montréal.

Montréal
Canbec Automobiles Inc.
4090, rue Jean-Talon Ouest
Montréal
731-7871

Laval
Boulevard St-Martin Auto Inc.
1430, boul. St-Martin Ouest
Chomedey, Laval
667-4343/Mtl 343-3412



Banlieue Ouest
Automobiles Jalbert Inc.
16710, Route Transcanadienne
Kirkland
695-6662/343-3413

Rive Sud
Park Avenue BMW
8755, boul. Taschereau Ouest
Brossard, Rive Sud 445-4555
Montréal 875-4415

* Offre de location à 396 \$ par mois limitée aux modèles 320i 1995 de base, en stock seulement, faite par l'entremise des services financiers BMW sur l'approbation du crédit. Taxes, transport, préparation, immatriculation, enregistrement et assurances en sus. Un dépôt de garantie de 1 mois de location sera exigé. Des frais de 12 \$ le km seront exigés après 2 000 km par mois. Prix de location basé sur un acompte de 6 600 \$ ou l'équivalent en échange et un terme de 36 mois avec option-rachat. Cette offre se termine le 31 décembre 1994. Pour de plus amples renseignements, passez vite voir l'un de vos concessionnaires BMW du Grand Montréal.

Prisons: le surpeuplement compromet la sécurité

Presse Canadienne
OTTAWA

■ Il devient de plus en plus difficile de garantir la sécurité des détenus et des gardiens dans les prisons fédérales parce que le surpeuplement est en train d'empirer.

«Bien des personnes oeuvrant dans ce domaine sont en train de venir à la conclusion qu'on approche de la crise», a indiqué hier, dans son rapport annuel, l'ombudsman des Services correctionnels, Ron Stewart.

Son rapport souligne que les services correctionnels ont de plus en plus de mal à s'occuper d'une population carcérale croissante et de fournir des soins ou même la possibilité de faire des exercices quotidiens aux prisonniers en isolement.

«Le surpeuplement a un impact significatif sur la capacité du service de fournir... un environnement humain et sûr dans la vie réglementée de la prison, tant pour les détenus que pour le personnel», peut-on lire dans le rapport.

Un sur quatre détenus fédéraux — quelque 3000 prisonniers — sont maintenant logés dans des

cellules conçues pour une personne, une pratique connue sous le nom de double-occupation.

Il y a deux ans, quelque 1200 prisonniers ont été placés en double-occupation dans les pénitenciers fédéraux.

À l'époque, le service correctionnel a dit qu'il s'agissait d'une situation temporaire et que la double-occupation n'était pas acceptable. Il avait promis de la réduire en accélérant les procédures de libération conditionnelle des prisonniers.

Mais M. Stewart rappelle que le service a confirmé que la double-occupation est maintenant «une pratique couramment acceptée».

Il met en garde contre le surpeuplement qui, insiste-t-il, pourrait être la source de difficultés troublantes dans les établissements fédéraux.

«Je soutiens que cette incapacité de s'occuper convenablement de l'actuelle population carcérale entraînera avec le temps une augmentation de la tension, tant du côté des détenus que chez le personnel d'administration.»

M. Stewart a reçu près de 7000 plaintes de la part de prisonniers au cours de l'année terminée en mai 1993.

Les ingénieurs du gouvernement veulent savoir pourquoi Hydro a signé des contrats inutiles

ANDRÉ NOËL

■ L'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec veut savoir quelles sont les «raisons réelles» qui ont mené à la signature par Hydro-Québec, en décembre 1993, de deux contrats de production privée avec la firme Dynamis et ses partenaires américains.

«La société d'État s'est liée légalement, après l'intervention directe de la ministre de l'époque, Lise Bacon, à verser à des promoteurs une compensation de plusieurs millions de dollars pour des projets à peine ébauchés et déjà abandonnés par Hydro-Québec», a déclaré Gaétan Lefebvre, président de l'association.

«Il est faux de prétendre que ces contrats constituaient une police d'assurance énergétique, puisque le sort de ces deux centrales était d'ores et déjà jeté, bien avant la signature des contrats. Les promoteurs avaient déjà été avisés du retrait de leur projet.»

À telle enseigne, d'ailleurs, que l'une des sociétés signataires des contrats, celle d'Alma, n'a été créée que 24 heures avant la signature du contrat, poursuit M.

Lefebvre, dans un communiqué émis hier.

Rappelons que Dynamis Envirotech, appartenant à Michel Gaucher, s'était associée à des entreprises américaines pour proposer deux importantes centrales au gaz, à Windsor et à Alma. Les centrales devaient fournir de la vapeur à des papeteries et vendre l'électricité à Hydro-Québec.

En novembre 1993, réalisant qu'elle n'aurait pas besoin de cette électricité, Hydro-Québec avait demandé à six promoteurs — dont Dynamis — de retirer leurs projets. La ministre de l'Énergie d'alors, Lise Bacon, piquait une colère et exigeait que les contrats soient signés tels que prévus. Les contrats ont été signés en décembre, puis annulés. Hydro-Québec devra verser entre quatre et huit millions de dollars en guise de dédommagements.

Le président de l'Association des ingénieurs rejette la thèse selon laquelle Hydro-Québec aurait dû compenser les promoteurs de la même façon, s'il n'y avait pas eu de signature de contrat.

«À cet égard, la lettre qu'Hydro-Québec faisait parvenir aux promoteurs le 13 novembre 1992 était limpide et contenait toutes

les précautions légales voulues», dit-il.

Cette lettre spécifiait notamment: «Les parties aux présentes n'auront plus aucune obligation l'une envers l'autre si un tel contrat n'est pas signé au 1er juin 1993».

«Si, en droit des affaires privées, souligne M. Lefebvre, des ententes informelles ou verbales peuvent tenir lieu de contrats, il en va tout autrement de la société d'État, de qui on est en droit de s'attendre, surtout pour des montants de cette importance, qu'elle se protège efficacement et avec un professionnalisme exemplaire».

De son côté, le président de Dynamis, Michel Côté, a dit hier qu'il était convaincu qu'Hydro-Québec aurait dû verser des dédommagements, avec ou sans signature de contrats. Mais il a de nouveau reconnu que «la compensation qu'on aurait pu exiger n'aurait pas été quantifiée s'il n'y avait pas eu de clauses de retrait inscrites dans les contrats». Éventuellement, ce sont les tribunaux qui auraient déterminé les montants.

«Nous avons engagé des frais, à la demande d'Hydro-Québec, a

ajouté M. Côté. Il est normal que nous ayons un dédommagement.» (Personne, d'ailleurs, ne conteste ce dernier point.) Dynamis et ses partenaires réclament le maximum prévu aux contrats, soit 8,4 millions de dollars (c'est l'ampleur de ce montant qui est contestée).

«L'annulation des contrats ne nous a pas réjouis, a conclu M. Côté. Nous sommes en affaires pour réaliser des projets, pas pour obtenir des dédommagements.»

Dynamis exploite une petite centrale au gaz en Californie, qu'elle a pu construire avec un financement provenant du Crédit suisse et des fonds de Westinghouse. La compagnie a aussi un projet d'usine de cogénération en République tchèque, en association avec une filiale d'une compagnie française, la Générale des Eaux. Dynamis est aussi sur les rangs pour construire un incinérateur de déchets en Outaouais.

SOCIÉTÉ
POUR LES
ENFANTS
HANDICAPÉS
DU QUÉBEC



Au beau milieu
de Love Story, j'ai
fondu. Un torrent,
une cascade, que dis-je,
un déluge. Je n'avais jamais autant
pleuré de ma vie. À côté de moi, le
Saint-Laurent avait l'air d'une
barboteuse. Mais ce cher Philippe
avait tout prévu: il m'a tendu ses
papiers-mouchoirs en souriant.
Comment résister, il avait les yeux
de Ryan O'Neal...

Le papier. Au cœur même de nos vies.

Les fabricants de pâtes et papiers du Canada



PHOTO ROBERT NADON, La Presse

Le beau train tout neuf s'en vient

Un autre pas important a été franchi hier dans la modernisation du train de banlieue Montréal-Deux-Montagnes: une motrice et un wagon flambant neuf qui seront utilisés une fois les travaux terminés sont arrivés au garage situé en bout de ligne, à Saint-Eustache. La motrice non encore électrifiée et le wagon étaient tirés par une locomotive utilisée sur la ligne de Rigaud. La livraison des autres motrices et wagons devrait se poursuivre hebdomadairement. Les essais sur la voie ferrée doivent commencer au début de la semaine prochaine. Ce projet qui aura coûté 278 millions devrait être terminé en 1995. Actuellement, les travaux ne connaissent aucun retard, a déclaré un porte-parole du ministère des Transports.

Québec va revoir le dossier de Boucherville concernant un égout

GEORGES LAMON

■ Le ministère des Affaires municipales du Québec et la Société québécoise d'assainissement des eaux (SQAÉ), qui relève du ministère, ont décidé d'analyser de nouveau le dossier de Boucherville.

S'il y a lieu, le ministère proposera une ou des solutions dans ce dossier de canalisation.

Au bureau du ministre Guy Chevrette, son attachée de presse, Hélène Laurin, a en effet précisé hier à La Presse que le ministère veut essayer de régler ce problème le plus rapidement possible.

Elle confirme par ailleurs que plusieurs demandes ont été effectivement faites à la Société québécoise d'assainissement des eaux, mais avaient été refusées parce que «pas admissibles au programme».

Maire tenace

De son côté, le maire de Boucherville, Hugues Aubertin, n'en démord pas: cette question relevait, du moins à l'époque, du ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec qui aurait dû s'occuper de prolonger cette canalisation de trois pieds de diamètre qui déverse le trop-plein de l'usine d'épuration de l'île Charon directement dans le fleuve.

«Ça fait une quinzaine de fois qu'on demande au ministère de subventionner l'enfouissement de cette canalisation, a précisé le maire Aubertin, mais on s'est toujours buté à un refus. À l'Environnement ils sont plus exigeants pour nous que pour eux-mêmes.»

Mais il ne désarme pas pour autant et compte bien aller chercher les 85 p. cent de subvention pour ces travaux puisque, croit-il, c'est au ministère à défrayer 85 p. cent de la note.

«Ça va se régler après les élections.»

À la direction régionale de la Montérégie du ministère de l'Environnement et de la faune du Québec, la porte-parole, Claudine de Marjerie, a rappelé que depuis environ un an, cette question relevait du programme d'assainissement des eaux du ministère des Affaires municipales du Québec.

Il s'agit d'une station de pompage pour envoyer les eaux usées vers une station d'épuration conçue pour ne pas rejeter les eaux usées dans le fleuve, sauf en cas de fonte des neiges et de fortes précipitations.

Mme de Marjerie a insisté sur le fait que le MEQ n'avait reçu aucun appel d'urgence relativement à cette canalisation qui, selon les riverains, dégagerait des odeurs nauséabondes.

Les professionnels Goodwrench en santé automobile:

Robert Biron
Actonville 546-5502
Les Automobiles D'Aulray
Berthierville 836-6291
Boisvert Pontiac Buick
Blainville 430-9400
Gravel Chevrolet Geo Oldsmobile
Blouinville 466-2233
Automobiles Goyette
Chambly 875-1973
Fichault Pontiac Buick Cadillac
Châteauguay 692-6795
Desjardins Chevrolet Oldsmobile
Châteauguay 491-8000
Salois Chevrolet Oldsmobile
Chomedey 686-3992
Les Automobiles Candiac
Dolton 878-9621
Harland Pontiac Buick GMC
Dorval 631-2051
Gravel Pontiac Buick Cadillac
Île-des-Sœurs 369-5353
St-Germain Chevrolet Oldsmobile
Île-Perrot 453-5111
A Chelut Auto
Joliette 861-4859
Gagné Pontiac Buick GMC
Joliette 759-5144
Automobile Boileau
L'Annonciation 275-2104
Snyder Automobiles
Lachine 637-4651
Nelson Fournier
Lacolle 866-2463
Desrosiers Chevrolet Oldsmobile
Lafontaine 476-0407
Royal Chevrolet Oldsmobile
LaSalle 595-5666
Lalonde Chevrolet Geo Olds Cad
Laval 324-4411
Contact Pontiac Buick
Laval 662-3760
Bourassa Pontiac Buick
Laval 382-2122
Duval Chevrolet Oldsmobile
Longueuil 875-4441
Gauthier Pontiac Buick GMC
Longueuil 877-4955
Dupré Chevrolet Oldsmobile Cad
McMasterville 954-6203
Central Pontiac Buick
Montréal 382-4400
Gohier Pontiac Buick
Montréal 376-4220
Le Relais Chevrolet Oldsmobile
Montréal 384-6380
Clermont Chevrolet Oldsmobile
Montréal 279-6301
Christin Automobile
Montréal 640-1050
La Belle Pontiac Buick
Montréal 645-1651
Hochelaga Pontiac Buick
Montréal 524-4471
Maisonnette Chevrolet Geo Olds
Montréal 526-4471
Bourgeois Auto
Naperville 877-4980
Avantage Pontiac Buick
Piedmont 227-4666
SR Bourgeois & Frère
Rawdon 834-2585
La Scigneuse Pontiac Buick
Repentigny 861-3171
Wilhelmy Chevrolet Geo Olds Cad
Repentigny 877-5505
Legault Chevrolet Oldsmobile
Rigaud 451-0898
R Desjardins Auto
St-Eustache 877-4909
Mille Isles Auto
St-Eustache 473-4624
Action Chevrolet Oldsmobile
St-Hubert 445-7333
Actuel Pontiac Buick Cadillac
St-Hubert 861-6666
Concorde Automobile
St-Hyacinthe 774-5337
Lussier Pontiac Buick GMC
St-Hyacinthe 778-1112
Rondeau Pontiac Buick Cadillac
St-Jean-sur-Richelieu 856-7700
Fugère Pontiac Buick
St-Jérôme 438-3521
Vaillancourt Chevrolet Oldsmobile
St-Jovite 425-3751
Barnabé Chevrolet Oldsmobile
St-Laurent 744-6401
Plaza Chevrolet Oldsmobile Cad
St-Laurent 332-1673
Parkway Pontiac Buick
St-Laurent 333-7070
Brien Pontiac Buick GMC
St-Leonard 327-3540
Park Avenue Chevrolet Oldsmobile Cad
St-Leonard 725-9811
Racine Chevrolet Geo Oldsmobile
St-Luc 359-5900
Ste-Marie Automobiles
St-Remi 454-4614
Des Champs Pontiac Buick GMC
Ste-Julie 861-4481
Lefebvre Chevrolet Oldsmobile
Ste-Rose/Laval 861-7810
Ste-Thérèse Autos
Ste-Thérèse 430-8290
André Quesnel Chevrolet Oldsmobile
Terrebonne 471-3766
Lionel Grenier Automobiles
Terrebonne 471-3747
Roger Poirier Automobile
Tracy 742-2743
Proulx Pontiac Buick
Tracy 742-4591
Bernard Automobile Upton
Upton 549-4660
Automobiles Regate
Valleyfield 373-4372
Maurice Goyette Pontiac Buick
Varennes 875-3933
Acces Chevrolet Oldsmobile
Varennes 652-3973
J.C. Vallée Automobile
Vaudreuil 455-0911



Goodwrench vous donne l'heure juste

MICHELIN • UNIROYAL • BF GOODRICH

Votre concessionnaire GM Goodwrench vous offre maintenant ces grandes marques. Et en plus, vous profitez de notre service complet comprenant l'installation des pneus et l'équilibrage des roues. Un autre Service Plus Goodwrench. Ne perdez plus votre temps.



Goodwrench
Service Plus

PASSEZ CHEZ NOUS AVANT D'ALLER AU GARAGE

Plus d'agressions sur le personnel des hôpitaux

PC
OTTAWA

■ La violence dans les hôpitaux est un problème grave et les infirmières sont le plus souvent victimes des agressions, affirme un nouveau rapport.

Le personnel d'un hôpital de Winnipeg a rapporté 242 blessures causées par des agressions durant une période de deux ans, indique une étude publiée aujourd'hui dans le Journal de l'Association médicale canadienne.

Les blessures allaient des ecchymoses aux coupures et déchirures en passant par les foulures et entorses, les morsures humaines et l'exposition aux liquides corporels, détaille le rapport d'Annalee Yassi du Centre de santé de Winnipeg.

Plus de 8000 heures ont été perdues à cause de blessures causées par des agressions survenues à cet hôpital durant la période étudiée, précise le rapport. Plus de 76 000 \$ de prestations pour accidents du travail ont été payées.

« Les blessures reliées à des agressions subies par les travailleurs de la santé dans un hôpital urbain sont répandues, graves et peuvent être coûteuses en terme de congés et d'indemnités », a souligné Mme Yassi.

Elle a suggéré que les longues périodes d'attente et la difficulté d'obtenir des services faisaient peut-être sauter le couvercle de la marmite chez les patients.

« Avec la présence accrue des armes dans les hôpitaux et les importantes compressions budgétaires, qui peuvent mettre en péril la disponibilité des services, les travailleurs de la santé canadiens pourraient très bien affronter les mêmes menaces que leurs homologues américains et israéliens », a-t-elle fait valoir.

Atlantis se prépare à partir jeudi

AP
CAP CANAVERAL

■ La NASA a commencé hier le compte à rebours pour le lancement, jeudi à 11 h 56, d'Atlantis, le premier de cette navette depuis plus de deux ans.

Pour cette mission d'étude de la couche d'ozone, Atlantis sera équipée de matériel de contrôle de l'atmosphère et de l'énergie solaire. La navette emportera également à son bord dix rats pour les besoins d'une étude sur l'effet, dans l'espace, de la perte de poids sur les foetus.

Six astronautes, cinq Américains et un Français, participeront à cette mission de 11 jours au cours de laquelle ils devront mettre en orbite durant huit jours un satellite allemand destiné à mesurer la composition de l'atmosphère.

RÉSULTATS
Tirage du 94-10-31

2	5	6	9	11
12	15	18	27	29
33	39	49	51	52
53	54	56	61	69

Prochain tirage: 94-11-01

T V A, LE RÉSEAU DES TIRAGES

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

EXCLUSIF
VIENNENT LES FROIDURES
Luxueux manteau en peau d'agneau léger espagnol mérinos

Robert Arnold
POUR FEMMES ET HOMMES
CONFECTION SUR MESURE
TAILLES: RÉGULIÈRE ET PETITE
Aussi en vente: magnifiques manteaux de cuir et de cachemire et laina.

Confortablement chaud par temps froid, sous la neige ou la pluie.

DIRECTEMENT DU FABRICANT
Robert Arnold
OUVERT samedi 9 h 30 à 15 h
dimanche 11 h à 15 h
lundi au vendredi, de 12 h à 18 h

9250, av. du Parc (angle Chabanel)
local 450 Tél.: 387-5495

Aux Etats-Unis, des études ont associé les comportements du personnel avec le niveau élevé de violence. Une étude réalisée à Tel Aviv a découvert que 45 p. cent du personnel des hôpitaux a été attaqué au moins une fois.

Mme Yassi se rappelle d'un homme qui venait pour la deuxième fois à l'hôpital pour une douleur au dos. Après l'attente habituelle d'une ou deux heures, l'homme a été examiné et on lui a dit de retourner chez lui.

Contre toute attente, l'homme s'est mis à hurler, plaquant le docteur au sol en le frappant. Il a fallu quatre officiers de sécurité et plusieurs autres membres du personnel pour le maîtriser.

« Le patient n'avait pas d'antécédents violents mais il a apparemment été perturbé par le manque de dynamisme de l'administration », a expliqué Mme Yassi.

Plus de 80 p. cent des blessures au Centre de santé de Winnipeg, un hôpital universitaire, étaient infligées au personnel infirmier. Seulement trois blessures ont été rapportées par des médecins.

De précédentes études ont démontré le taux élevé d'agressions subies par les infirmières, a déclaré Carole Pressault de l'Association canadienne des infirmières.

« Les gens sont plus malades et plus stressés et certains des patients se défoulent sur les docteurs et les infirmières », a expliqué Mme Pressault.



C'est vide !

La portion du canal Lachine située près du tunnel Wellington aura cette allure au moins jusqu'au 3 novembre. Afin de permettre à Hydro-Québec d'installer de nouvelles canalisations pour des câbles, Parcs Canada a vidé le canal à cet endroit. Ces travaux se font en prévision d'un autre chantier, celui du pont Wellington qui remplacera le tunnel et qui débutera l'an prochain. Profitant de l'absence d'eau, les services techniques de Parcs Canada ont nettoyé un peu le canal. Leur butin: quelques carcasses d'autos, de motos et de vélos!

Évaluation cinglante de techniques de prévention

PC
OTTAWA

■ Les brosses à dents électriques pourraient faire plus de mal que de bien, les femmes enceintes n'ont pas besoin de plusieurs échographies et les examens de routine pour le cancer de la prostate n'ont pas prouvé leur utilité, a déclaré un groupe de travail fédéral-provincial.

Dans un rapport de 1000 pages rendu public hier après quelque 15 années de recherches, le groupe de travail offre une évaluation cinglante de plusieurs techniques de prévention couramment utilisées dans le domaine de la santé au Canada.

Le groupe de travail a annoncé avoir trouvé « un nombre remarquablement restreint de maladies pour lesquelles il existe une forme de prévention dont l'efficacité a été prouvée très scientifiquement ».

L'échographie est l'un des exemples cités par Richard Goldbloom, qui dirige le groupe de travail.

« Il y a certaines preuves de certains avantages à passer une seule échographie, mais en moyenne les Canadiennes en ont probablement près de trois durant leur grossesse », a-t-il précisé en entrevue.

M. Goldbloom a assuré que l'essentiel des tests et des examens administrés à l'heure actuelle ont peu de valeur.

« Personne ne peut se faire anesthésier sans une mesure de ses globules rouges et une analyse d'urine, mais parfois quand vous considérez ces procédures, vous vous rendez compte qu'elles ne

permettent pas de découvrir grand chose », a-t-il fait valoir.

« Il y a des économies importantes d'argent et d'inquiétudes à réaliser en limitant le recours à de telles méthodes. »

Le rapport du groupe de travail, destiné essentiellement aux médecins, inclut plus de 30 « méthodes préventives pour lesquelles il est prouvé que les inconvénients sont plus grands que les avantages ».

La liste comprend des choses comme de se brosser les dents avec une brosse électrique, interroger tous les enfants pour savoir s'ils ont été agressés et surveiller électroniquement les battements de coeur du fœtus avant la naissance.

Le rapport précise que rien ne prouve que la brosse à dents électrique est meilleure que la brosse conventionnelle sauf pour les gens dont la dextérité manuelle n'est pas suffisante pour utiliser une brosse ordinaire.

Le rapport remet en question l'accent traditionnellement mis par la médecine sur le dépistage précoce de la maladie.

« Les membres du groupe ont souvent eu à se demander si le dépistage d'une maladie dès les premiers stades permet de mieux la soigner ou s'il n'inquiète pas simplement le patient et sa famille prématurément. »

Le rapport s'élève contre l'usage des nouveaux tests de routine pour le dépistage hâtif du cancer de la prostate, soulignant qu'aucun traitement n'a fait la preuve de son efficacité contre cette maladie.

PRÊT ? PARTEZ !

Brung Surin, champion du monde en salle, 60m

06:45
07:20
07:50
08:50
09:50
10:50
11:50
12:50
13:50
14:50
16:50
17:50
18:50
19:50
22:05

16 départs par jour vers Toronto
Bye!

Canadi>n
LA VOLONTÉ D'ALLER ENCORE PLUS LOIN

Canadi>n est une marque déposée des Lignes aériennes Canadien International Inc.

Le Festival des couleurs Aspire



Iris sauvage 9 490 \$



Rouge éclatant 9 490 \$



Bleu lagune 9 490 \$



Vert caïman 9 490 \$

De l'Iris sauvage au vert caïman métallisé verni, ce mois-ci vous allez en voir de toutes les couleurs !

Avec son moteur de 4 cylindres, sa boîte manuelle à 5 vitesses, ses deux sacs gonflables, ses deux rétroviseurs extérieurs et le plus d'espace intérieur de sa catégorie, l'Aspire 94 saura faire votre bonheur. Mais dépêchez-vous ! Parce qu'à ce prix-là, il serait étonnant qu'elles passent l'hiver ici !



36 GARANTIE
60 SANS FRANCHISE*



Pour tout renseignement,
1 800 561-FORD

PROGRAMME POUR DIPLÔMÉS : Certificat rabais de 750 \$ valable pour tous les modèles neufs de voitures et de camionnettes Ford et Mercury. Voyez votre concessionnaire pour les détails.

Chez vos concessionnaires Ford et Lincoln Mercury

ENCORE PLUS POUR VOUS !



VENTE AU DÉTAIL DE L'ASPIRE 1994 À PARTIR DES STOCKS DES CONCESSIONNAIRES SEULEMENT. PRIX SELON LE P.D.S.F. DE L'ASPIRE 1994 INCLUANT LES REMISES, TRANSPORT, IMMATRICULATION ET TAXES APPLICABLES EN SUS. LA TPS ET LA TVQ SONT PAYABLES SUR LE PLEIN PRIX D'ACHAT AVANT DEDUCTION DES REMISES. * LE CONCESSIONNAIRE PEUT VENDRE À PRIX MOINDRE. LES VÉHICULES PEUVENT DIFFÉRER DE CEUX ILLUSTRÉS CI-HAUT. VOYEZ LE CONCESSIONNAIRE POUR OBTENIR TOUS LES DÉTAILS. ÉCONOMISEZ JUSQU'À 700 \$ DE REMISE PAR AN, SOIT 3 500 \$ EN TOUT, AVEC LA CARTE CIBC FORD VISA, ET JUSQU'À 1 400 \$ PAR ANNÉE OU 7 000 \$ EN TOUT, AVEC LA CARTE CIBC FORD VISA OR, APPLICABLE À L'ACHAT OU À LA LOCATION D'UN VÉHICULE NEUF FORD, MERCURY OU LINCOLN. CERTAINES CONDITIONS, AINSI QUE DES FRAIS ANNUELS, S'APPLIQUENT À L'ÉMISSION DE LA CARTE. RENSEIGNEZ-VOUS SUR CE PROGRAMME CIBC ET FORD DU CANADA, TITULAIRES DE LICENCE DE CETTE MARQUE. † CERTAINES EXCEPTIONS S'APPLIQUENT À LA GARANTIE PARE-CHOC À PARE-CHOC.